



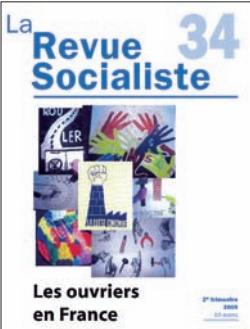
Avec vous, imaginons le monde de demain



France | La contribution climat énergie universelle | Travail du dimanche : le retour |

Territoires | Un été solidaire | **Histoire** | Un jour pas comme les autres |





La Revue socialiste fait sa mue.

Présentation modernisée, maquette enrichie, équipe renouvelée. Une nouvelle formule pour que la *Revue* soit, plus que jamais, un lieu de débat et de rencontre.

Autre nouveauté, le site www.revuesocialiste.fr, qui permettra à chacun de prendre connaissance des articles publiés.

Contacter Nathalie Mauroy :

01 45 56 76 38

The screenshot shows the homepage of the website 'www.revuesocialiste.fr'. At the top, there's a banner for 'La Revue Socialiste N°34' with the subtitle 'Les ouvriers en France'. Below the banner, there's a large image of the magazine cover. The main content area features a news article titled 'PUTAIN D'USINE' by Benoît Hamon. The article discusses industrial workers' strikes and their impact on the economy. To the right of the article, there's a sidebar with links to 'Edito', 'Introduction', 'A lire', 'Le dossier', and 'Polemique avec la droite'. At the bottom of the page, there's a section for 'Grand texte socialiste'.

agenda du parti

**Vendredi 28 août
au dimanche 30 août 2009**
Université d'été de La Rochelle

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

- (Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard
- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Philippe (76.20), Fanny Costes (76.32). • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
 - PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Féé (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
 - FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
 - ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfe Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

Avec vous, imaginons le monde de demain



Christian Paul
Président du
Laboratoire des idées

Nous engageons l'écriture d'un projet pour la société que nous voulons imaginer et construire avec les Français. Beaucoup nous pressent, à juste titre, de redonner une espérance, de tracer des perspectives. Pas simplement un catalogue de gestion à court terme. L'urgence aujourd'hui est de mettre en avant nos valeurs et de préparer des choix qui pour nous, demain, dessinent une civilisation. Car le monde ne cesse de connaître de profondes et incessantes transformations, et aujourd'hui une crise brutale. Elles bouleversent la création et le partage des richesses, font exploser la précarité, accélèrent l'organisation de puissances continentales. Les chocs écologiques mettent en jeu l'avenir même de la planète. La révolution numérique est « notre » révolution industrielle. Ces transformations légitiment l'engagement des socialistes, aujourd'hui comme hier. Nous ne partons pas de rien, mais d'un siècle de combats. Cette Histoire nous a armés d'un idéal et de valeurs fortes face à l'injustice ou l'arbitraire. Ce sont nos balises, revendiquons-les, ne les trahissons pas. Chaque génération à gauche, face à des temps nouveaux, doit apporter sa contribution pour affronter les défis contemporains. Pour nous, ces défis s'appellent maîtrise de la globalisation économique, survie écologique, fractures et relations des Nord et des Sud, et encore et toujours, combat pour la justice. Le fil du récit historique de la gauche s'est rompu. Reprenons-le ! C'est pourquoi, à chaque étape, dans nos conventions et dans le tour de France que nous engageons, les socialistes auront à cœur de partager la parole avec des citoyens, des acteurs économiques et sociaux, des chercheurs ou des artistes. Grâce à ce dialogue, nous donnerons le signal d'une insurrection de l'imagination citoyenne. Ce « projet de société » se fera dans la société, et avec les Français. Nous le prolongerons par un programme et des idées qui résonneront dans le pays, pour gagner en 2012.

■ sommaire

France

| | |
|--|-------|
| Pour une contribution climat énergie universelle | p. 6 |
| La motion de censure décryptée | p. 8 |
| Travail du dimanche : le retour | p. 10 |

Europe

| | |
|---|-------|
| L'avenir de la social-démocratie, par Poul Nyrup Rasmussen | p. 12 |
|---|-------|

Dossier

| | |
|---------------------|------------|
| Séminaire du projet | p. 14 à 33 |
|---------------------|------------|

Territoires

| | |
|------------------|-------|
| Un été solidaire | p. 34 |
|------------------|-------|

Histoire

| | |
|----------------|-------|
| Sacré dimanche | p. 40 |
|----------------|-------|

Fiscalité locale

Pour une vraie réforme

Alors que le gouvernement a acté la suppression de la taxe professionnelle (effective dès l'an prochain), Elisabeth Guigou, secrétaire nationale pour la réforme de l'État, des collectivités territoriales et des finances locales, a fustigé le « cadeau fiscal fait au MEDEF, pour près de 10 milliards d'euros, sans contrepartie pour l'emploi et l'investissement ». Elle a ensuite appelé à une véritable réforme de la fiscalité locale « qui réduise les inégalités entre territoires et entre citoyens, et donne aux collectivités les moyens de mener des politiques actives pour nos concitoyens ».



Hadopi 2 Le feuilleton continue

La loi dite Hadopi 2 a été adoptée au Sénat le 9 juillet et sera examinée par les députés le 20 juillet prochain. Au nom du groupe socialiste, Serge Lagache, sénateur du Val-de-Marne, a exprimé son « scepticisme » vis-à-vis de l'efficacité du dispositif Hadopi 2 : « La conjonction de la phase d'avertissement et de la phase judiciaire améliorera la lutte contre le piratage, mais nous doutons que cela

suffise pour faire basculer les internautes vers les offres légales. Il faut repenser l'économie de la diffusion culturelle sur Internet afin de dégager de nouvelles sources de revenus pour les auteurs, tout en favorisant la diffusion de la culture auprès du plus grand nombre. »

Parlement européen

Non à Barroso

La délégation socialiste française (DSF), qui compte 14 eurodéputés au sein du PSE, et donc de l'« alliance des socialistes et des démocrates », a obtenu début juillet deux succès politiques. D'abord, la tête de la commission « affaires sociales et emploi » qui traitera notamment des effets sociaux de la crise. Elle sera confiée à Pervenche Berès.

Le second succès est le report, à l'automne, de l'investiture du président de la Commission européenne. La droite, notamment l'UMP, avait bataillé pour que José Manuel Barroso, seul candidat en lice soit reconduit dès la mi-juillet. Les socialistes ont mis en avant la faiblesse patentée du bilan de Barroso.

« Et nous continuerons à nous exprimer contre cette investiture », précise Catherine Trautmann, présidente de la DSF.

Transport

Non aux méga-camions

Le gouvernement souhaite mettre en place une expéri-



mentation pour la circulation des méga-camions de 60 tonnes et de plus de 25 mètres de long sur les trajets de longue distance. Une solution totalement contradictoire avec l'évolution souhaitable des modes de transport de marchandises.

Pour le PS, « le transport terrestre de marchandises sur les longues distances doit privilégier clairement le ferroutage, et non la route ». Il est donc nécessaire d'améliorer et de construire les infrastructures nécessaires au développement de ce mode de transport par rail.

Sécurité

Gel des concours de la police

Le ministère de l'Intérieur a annoncé le report des concours de gardiens de la paix prévus en septembre 2009. Devant les syndicats, Brice Hortefeux a affirmé qu'il aurait lieu, sans se prononcer sur la date ni sur le nombre de places ouvertes. Seuls 1 520 gardiens de la paix sortiront des écoles cette année contre 4 221 en 2008.

Page réalisée par Ariane Vincent



L'image de la semaine

Émeutes meurtrières en Chine

La Chine est de nouveau en proie à des heurts inter-ethniques. Après les insurrections sanglantes au Tibet, c'est la province du Xinjiang, au nord-ouest du pays, qui est le théâtre de violences. Le soir du 6 février, à Urumqi, des émeutiers ouïghours, minorité musulmane de la région, s'en seraient pris à des Hans, ethnie majoritaire en Chine. Des affrontements suivis d'un déploiement massif des forces de sécurité. Le bilan officiel fait état de 156 morts, mais l'opposition ouïghoure en exil estime qu'entre 600 et 800 personnes ont été tuées. Les Ouïghours affirment être victimes d'un « génocide culturel ».

« Une contribution climat énergie pour réduire les gaspillages »



Réclamé depuis des années par les ONG, le débat sur une contribution climat énergie ou taxe carbone est aujourd'hui sur la table de la conférence des experts, ouverte le 2 juillet. À cette occasion, et après avoir auditionné experts en climatologie et économistes, le Parti socialiste a déposé une proposition détaillée de « Contribution climat énergie universelle » (CCEU). Les explications de Laurence Rossignol, secrétaire nationale du PS à l'environnement et au développement durable.



Pourquoi mettre en œuvre une contribution climat énergie ?

Les derniers pronostics du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) sont extrêmement alarmants. Il faudrait diviser non plus par 4 mais par 6, d'ici 2050, nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Si on veut respecter, a minima, les deux objectifs définis par le plan climat européen en décembre 2008 - 20% de réduction des gaz à effet de serre et

20% de baisse de la consommation d'énergie d'ici à 2020 -, il est nécessaire de s'accorder sur un « signal prix » sur les produits éminemment toxiques pour l'environnement.

Pour le PS, la contribution climat énergie universelle (CCEU) est avant tout un outil pédagogique. Le but n'est pas d'alourdir la facture énergétique des familles, mais de les amener à réfléchir sur leurs modes de consommation, les gaspillages et à réduire leur consommation d'énergie et partant, à réduire leurs factures.

Quelles énergies sont concernées par cette contribution ?

Pour nous, elle s'applique à l'ensemble des sources d'énergie, fossiles et non fossiles. Nous considérons qu'il est plus juste et plus prévoyant d'intégrer l'énergie

nucléaire, ce que n'envisageait pas le livre blanc du gouvernement avant l'ouverture de la conférence. Car le nucléaire a aussi une empreinte écologique. De plus, il serait injuste de ne viser que le pétrole : l'effort porterait inéquitablement sur les ménages qui se chauffent au fioul et se trouvent en dehors des villes.

À quoi serait affecté le produit de cette contribution ?

À la grande différence de Nicolas Sarkozy et de la droite, nous considérons que le produit de cette contribution doit être intégralement affecté à la transition d'une société fortement consommatrice à une société sobre. Il ne peut en aucun cas se substituer à la taxe professionnelle ou à la fiscalité sociale.

La dimension redistributive de cette contribution est





essentielle. Elle passe par des mesures d'accompagnement, en particulier des aides directes aux ménages et entreprises pour leur mutation énergétique. Nous proposons de créer pour le locataire un droit opposable à l'efficacité énergétique, de façon à ce qu'il obtienne du propriétaire ou du bailleur les investissements nécessaires à la réduction de sa facture énergétique. Et nous assortissons cela de subventions. Nous proposons également d'aider, sous forme de chèques transport, les habitants ou les entreprises des zones dans lesquelles les réseaux de transport en commun sont moins développés.

À qui s'adressera-t-elle?

Aujourd'hui le système des quotas européens ne concerne pas tous les secteurs, mais seulement les plus gros émetteurs de GES. Le bâtiment, les transports et l'agriculture ne sont pas inclus dans ce système. La contribution climat énergie viendrait donc le compléter. Et s'adresserait aux entreprises non soumises aux quotas ainsi qu'aux ménages et administrations publiques.

**Propos recueillis
par Fanny Costes**

Le point de vue de Pierre Radanne

« Ce n'est pas une punition »



Auditonné par le PS, Pierre Radanne, ancien président de l'Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et fondateur de l'entreprise d'expertise climatique, Futur facteur 4, estime que cette contribution est une première réponse aux défis du XXI^e siècle.

« La proposition du PS me semble rationnelle. Notamment, le fait d'inclure l'électricité d'origine nucléaire dans la contribution. Car les ressources en uranium dans le monde ne sont pas illimitées.

Aujourd'hui, le changement climatique suscite de vives inquiétudes, les ressources en hydrocarbures et en gaz se raréfient, la famille chinoise ou indienne qui accède enfin à de meilleures conditions de vie veut aussi consommer. Ces aspirations contribuent à éprouver le système mondial d'approvisionnement énergétique. Il faut faire comprendre ces enjeux de long terme aux consommateurs, ainsi que les objectifs sociaux qui en découlent. Car une chose est sûre : au XXI^e siècle, gaspiller c'est antisocial. Si nous continuons, on se dirige vers un scénario d'énergie chère et la mise en difficulté des plus pauvres d'entre nous. D'autre part, cette contribution doit nous prémunir contre la hausse des prix du pétrole dont les effets ont été dévastateurs l'an passé, tout en permettant une réduction des gaz à effet de serre. Je suis en faveur d'une contribution climat énergie qui soit à contre-cycle des prix du pétrole. Lorsque le prix du pétrole est bas, l'État maintient des prix sur l'énergie suffisamment élevés pour donner aux consommateurs « un signal prix ». En revanche, quand les prix du pétrole deviennent astronomiques et destructeurs sur le plan social, l'État doit assumer son rôle de stabilisation et protéger les ménages les plus en difficulté en baissant le taux de la contribution. Car elle ne doit pas être entendue comme une punition. On doit éviter que les milieux modestes se mettent dans une attitude d'hostilité par rapport à cette taxe. Il faudra donc décider de compensations sociales ».

F.C.

« Montrer qu'une autre



MEDHI FEDOUACH / AFP

La motion de censure est-elle est le droit de réponse de la gauche au discours de Versailles de Nicolas Sarkozy ?

Oui, elle censure à la fois la mauvaise politique économique et sociale du chef de l'État et son mépris du Parlement, c'est-à-dire des représentants du peuple souverain. M. Sarkozy a convoqué les députés et les sénateurs en congrès, il est venu délivrer sa vérité en majesté à Versailles, puis il a tourné les talons sans qu'il soit possible en sa présence, pour l'opposition comme pour sa majorité, de répondre et de proposer. Ensuite il a changé son gouvernement mais interdit à son Premier ministre d'engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale, privant ainsi la gauche d'expression dans l'hémicycle. Nous ne sommes pas en monarchie, fût-elle télévi-

La motion de censure déposée par les partis de gauche le 8 juillet n'est pas un coup d'épée dans l'eau comme certains à droite le clament. Pour Laurent Fabius, qui l'a défendue à l'Assemblée, elle est surtout l'occasion de dire l'inquiétude des Français. Selon un récent sondage BVA-BPI-Les Echos-France Info, près de 2/3 d'entre eux jugent la politique économique menée par le gouvernement « mauvaise » et la majorité soutient le dépôt de la motion de censure. Les socialistes montrent la voie de l'alternative.

suelle. Le Parlement doit contrôler l'exécutif et non l'inverse. Nous refusons cette dérive de nos institutions vers l'« ego-présidence ». Cette politique de la mise en scène et de la main de fer, ainsi que cet échec économique et social, doit être dénoncée, démontée et sanctionnée. C'est le sens de notre censure.

N'est-ce pas également un bon moyen de faire entendre nos propositions, notam- ment pour une vraie relance face à la crise ?

Tout à fait. À court terme, des mesures fortes devraient être prises : annulation du bouclier fiscal ; suspension de la suppression de dizaines de milliers d'emplois publics ; sanctions contre les licenciements financiers, meilleure indemnisation des fins de droit ; présence des salariés dans les comités de rémunérations ; contreparties fixées aux banques qui reçoivent l'aide de l'État mais qui refusent de faciliter l'accès au

crédit des ménages, des jeunes, des PME ; soutien plutôt qu'asphyxie des collectivités locales qui, par leurs investissements, mettent en œuvre le seul plan de relance qui existe en France.

Quelle est l'ampleur de la dérive de la France ?

Par notre motion de censure, nous disons au gouvernement : « Vos décisions emmènent le pays dans le mur, voici nos propositions pour le remettre sur la bonne voie ».

Depuis 1945, jamais la situation de la France n'a été aussi dégradée. Bien sûr, la bourrasque financière venue des États-Unis - qui n'est pas un accident, mais l'échec d'un système - ne nous a pas épargnés. Reste que l'économie française était en récession bien avant la crise des subprimes de septembre 2008 et que les choix gouvernementaux ont aggravé la donne.

Un an plus tôt, le Premier ministre avait parlé d'une situation de « faillite » à

politique est possible »



laquelle lui-même et l'UMP ne sont pas étrangers ! Dès l'entame du quinquennat, nous avions dénoncé avec force la loi TEPA et le gaspillage des marges de manœuvre que représentaient le paquet fiscal en général et la défiscalisation des heures supplémentaires en particulier. Nous sommes la seule nation au monde à financer la destruction d'emplois sur fonds publics alors même qu'explose le chômage et que 2009 pourrait être l'année du million de personnes sans emploi supplémentaires ! Tous les indicateurs sont dans le rouge : croissance, déficits, chômage, endettement, commerce extérieur. La politique gouvernementale non seulement ne résout pas la crise, mais elle y ajoute l'injustice

sociale. L'emprunt Sarkozy est le dernier avatar de cette fuite en avant. Ce que nous censurons, c'est donc la présidence des inégalités et du temps perdu. Ce que nous proposons, c'est une autre politique : en faveur du pouvoir d'achat, de l'accompagnement des salariés victimes de la crise, du soutien aux PME et aux collectivités locales dès à présent ; pour l'éducation, la recherche, l'innovation, l'éco-industrie, une croissance verte et juste, un vrai respect de la démocratie dans toutes ses dimensions - sociale, territoriale, judiciaire, audiovisuelle -, une autre Europe à moyen et long terme. Ce sont toutes ces propositions que j'ai énoncées, fut-ce rapidement, dans notre motion de censure.

Quels résultats pouvait-on espérer dès lors que la droite est majoritaire à l'Assemblée ?

Nous connaissons l'arithmétique parlementaire, il ne s'agissait pas de renverser le gouvernement, mais de montrer au pays qu'une autre politique est possible. D'ailleurs, selon une étude d'opinion peu commentée, une majorité de Français - c'est important - approuve notre motion de censure. Si notre voix est forte, audible parce que crédible, nous pensons que l'exécutif ne pourra pas indéfiniment la mépriser. C'est à cette solidité du message socialiste que j'ai essayé d'apporter ma pierre, ainsi qu'au rassemblement de la gauche. N'oublions pas que la motion de censure a été déposée par le PS, mais portée avec nos partenaires de la gauche. « Proposez-nous, rassemblez-vous », voilà ce que nous demandent les Français. La motion de censure, qui articule critiques et propositions, est une réponse en ce sens.

**Propos recueillis
par Stéphanie Platat**

Travail du dimanche, le retour

Depuis le 6 juillet, l'Assemblée nationale examine la proposition de loi sur le travail dominical. Cette nouvelle version autoriserait les commerces des « communes touristiques » à ouvrir le dimanche. Une véritable escroquerie sociale.



PHILIPPE HUGUEN / AFP

10

« Est-ce qu'il est normal que le dimanche, quand Madame Obama veut avec ses filles visiter les magasins parisiens, je dois passer un coup de téléphone pour les faire ouvrir ? » Obama, voilà le dernier argument dégainé par Sarkozy pour promouvoir le travail dominical. Fier de sa trouvaille, le chef de l'État l'a d'ailleurs déclinée sur tous les tons : « Tous ceux qui soutiennent le président Obama étaient présents, très bien. Qu'ils [les opposants au projet de loi] aillent maintenant leur expliquer pourquoi le

dimanche, nous sommes le seul pays où, à Paris, c'est fermé. » Le travail dominical relève de la lubie présidentielle. La première mouture du texte sur le travail du dimanche, concocté par le député UMP Richard Mallié et déposée à l'automne dernier, avait suscité un tel tollé dans l'opposition, mais aussi dans les rangs de la majorité, que la discussion avait été interrompue. Et voilà que le texte fait un retour fracassant à l'Assemblée. La version revue et soi-disant corrigée est tout aussi explosive que la précédente, si ce n'est plus. « Les emmerdes revien-

tent en escadrille », commentait ainsi dans les couloirs du Palais Bourbon un député UMP conscient des empoignades à venir sur un texte aussi polémique.

Sans contrepartie

Et pour cause, le texte, qui ne comporte qu'un seul article, précise que « les établissements de vente de détail situés dans les communes touristiques ou thermales et dans les zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente peuvent, de droit,

donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel. » Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée, qui a demandé un « temps exceptionnel » pour la discussion du projet de loi dans l'hémicycle, environ 50 heures comme le précise le nouveau règlement, a adressé un courrier à l'ensemble des députés dans lequel il explique la dangerosité d'un tel texte, véritable « escroquerie sociale ». « Si la proposition de loi est votée, le travail sera de droit le dimanche dans les communes touristiques sans aucune contrepartie pour les salariés. Pour eux, ni salaire double, ni repos compensateur obligatoire, ni nécessité d'être volontaire. Au

contraire, le refus d'accepter de travailler le dimanche serait possible de licenciement en application du droit du travail ! Aux communes susvisées, il faut ajouter les zones touristiques d'affluence exceptionnelle, ce qui ouvre un peu plus le champ des possibles », explique le député avant de conclure : « Ainsi, à rebours de tous les discours officiels, c'est bien une banalisation du travail dominical que la majorité entend mettre en œuvre, ce que n'a pas démenti en commission le rapporteur Richard Mallié. »

Recul

Une menace qui pourrait toucher de nombreux salariés. En

Bosser comme un malade

Il y a beaucoup de Français, y compris en longue maladie, qui ont besoin du travail pour guérir », expliquait sans sourciller Frédéric Lefebvre, sur LCI le 27 juin dernier. Le porte-parole de l'UMP n'en démonte pas. Faire travailler les salariés en arrêt maladie est devenu une idée fixe. Fin mai, lors de l'examen à l'Assemblée nationale du texte sur le prêt de main-d'œuvre entre entreprises, le porte-flingue de Sarkozy avait suscité un tollé en déposant un amendement permettant aux salariés en arrêt maladie ou en congé maternité de travailler de chez eux. Amendement finalement retiré. Le gouvernement avait même fait connaître son hostilité à cette disposition.

Mais Frédéric Lefebvre insiste : « Je veux que le salarié puisse avoir un nouveau droit, à partir du moment où il y a un certificat médical, que c'est donc lui qui le déclenche, de travailler s'il le souhaite. » Provocation ou volonté véritable d'attaquer de tous les côtés le code du travail ? En tout cas, Frédéric Lefebvre persiste et signe.

A.V.

effet, le classement en commune touristique est accordé par le préfet, sur proposition du maire. La liste des communes éligibles est immense : de Paris aux petites communes de montagne ou du littoral. En tout, plus de 6 000 communes pourraient être concernées.

Dans un communiqué du secrétariat national, le Parti socialiste s'oppose « avec force à ce recul social extrêmement préoccupant pour les droits des salariés ». Il s'y oppose pour les mêmes raisons que lors des débats sur le premier texte présenté fin 2008. Les critiques restent les mêmes. Le travail du dimanche est à la fois « inefficace sur le plan économique, dangereux pour les salariés et néfaste pour la vie sociale ».

De son côté, la CGT a organisé, le 30 juin dernier, un rassemblement de salariés devant le ministère du Travail. Selon l'organisation syndicale, sa pétition anti-travail dominical aurait recueilli à ce jour plus de 110 400 signatures. La contestation risque donc de gronder. Pourtant, sourd à cette forte opposition, Nicolas Sarkozy martèle que cette question sera « réglée avant l'été ». Quitte à passer en force ?

Ariane Vincent

Changer ou mourir : Quel avenir pour la social-démocratie ?



Un mois après la défaite de la gauche aux élections européennes, le Président du Parti socialiste européen, Poul Nyrup Rasmussen a publié une tribune dans *Libération* que *l'Hebdo des socialistes* reproduit ici.

Quel avenir pour la social-démocratie ? Les citoyens européens ont fait leur choix. Le Parlement européen et la Commission européenne seront dirigés par une coalition de droite. La complexité du processus de décision communautaire ainsi que les traditionnels arrangements créeront sans doute la confusion auprès des citoyens sur qui pèsera l'orientation de l'Europe pour les cinq années à venir. Mais les gouvernements et les partis de la droite européenne, ainsi que leurs députés au Parlement européen doivent maintenant assumer pleinement les conséquences de leur victoire à la Pyrrhus, basée sur des taux d'abstention record. Je crois qu'ils vont décevoir

beaucoup de ceux qui leur ont fait confiance le 7 juin. Les dirigeants de la droite européenne, et en particulier du PPE, utilisent aujourd'hui une rhétorique social-démocrate pour tromper leurs électeurs. Des engagements ont été pris sur la politique sociale, sur la lutte contre le changement climatique, sur la régulation des marchés financiers et sur bien d'autres sujets encore ; ils ne seront pas tenus.

Repenser notre projet

La tradition de légiférer par consensus va sans doute perdurer à Bruxelles et à Strasbourg. Mais j'ai la conviction que l'heure est venue de mettre davantage en évidence les différences politiques entre la gauche et la

droite. Après cette défaite aux élections européennes, la social-démocratie doit-elle faire comme si de rien n'était, et ainsi prendre le risque d'aider la droite à brouiller un peu plus les clivages politiques dans les années à venir ? Je ne crois pas que ce soit la voie à suivre. Pour commencer, nous devons nous battre pour nos engagements de campagne : un nouveau plan de relance européen et une réforme en profondeur du système européen de régulation financière. Mais dès à présent, nous devons aller beaucoup plus loin.

La social-démocratie doit se renouveler. Les valeurs sur lesquelles nous avons fondé nos combats et nos succès politiques depuis plus d'un siècle

doivent rester notre inspiration. Mais nous devons repenser notre projet dans le monde d'aujourd'hui, en perpétuelle mutation. Nous devons être audacieux, fiers de ce que nous représentons et plus efficaces dans la manière d'exprimer nos idées et nos projets. Nous devons apprendre à être au plus près des gens, de ceux qui se sentent exclus de la société et ne croient plus à la politique, en répondant à leurs peurs et à leurs rêves. Nous, partis socialistes et sociaux-démocrates européens, devons plus que jamais travailler ensemble. Nous devons aussi être ouverts aux personnes et aux idées progressistes au-delà de nos propres partis.

Aller plus loin

Mais nous devons aller encore plus loin. Notre impératif, aujourd'hui, est d'intégrer à notre pensée politique les dynamiques d'un monde en pleine évolution. Prenons l'environnement. Nous nous sommes battus pour la protection des ressources naturelles, de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau. Mais comment lier cela à nos combats naturels pour la justice sociale et l'égalité ? Nous avons été incapables de développer une vision cohérente à long terme pour le développement écologique de nos économies et de nos sociétés. Si nous n'arrivons pas à trou-

ver une manière de combiner notre combat de toujours contre les inégalités avec l'environnement, nous serons contraints de faire des compromis impossibles. Nous devons parvenir à plus de clarté et de crédibilité politique sur cette question essentielle qu'est le développement durable.

Nous avons perdu une élection, mais pas la guerre des idées politiques

Prenons l'économie mondiale. Nous devons trouver de meilleures réponses aux aspects les plus néfastes de la mondialisation. Nous avons œuvré pour un système économique global plus durable et plus juste. Mais les inégalités demeurent scandaleuses. Et la création de nouvelles richesses écologiquement durables qui doivent être plus équitablement réparties ne répond pas aux besoins des milliards de personnes qui vivent aujourd'hui dans la pauvreté. Nous devons trouver de nouvelles réponses à ce défi mondial, et nous devons les trouver rapidement. Sinon comment peut-on prétendre continuer d'incarner le prin-

pal mouvement politique internationaliste ?

Prenons l'Europe. Nous avons peur de défendre une Europe politique plus forte. Nos discours sont hésitants, et parfois même contradictoires. Une fois encore, si nous n'arrivons pas à élaborer un projet clair et ambitieux pour l'avenir politique de l'Europe, nous ne pourrons pas convaincre les citoyens de nous soutenir pour construire une Europe capable de les protéger dans la mondialisation.

Nous avons perdu une élection, mais pas la guerre des idées politiques. Nous n'en sommes qu'au début. Pour les cinq années à venir, les institutions européennes seront dominées par la droite. Nous devons utiliser cette période pour engager un changement audacieux. Si nous y parvenons, les citoyens retrouveront confiance en nous, peut-être pour longtemps. Si nous échouons, et surtout si nous refusons de changer en continuant comme avant, nous mourrons.

Poul Nyrup Rasmussen

Rendez-vous

Le deuxième Forum des Militants du PSE, ouvert à tous, se tiendra à Dublin du 11 au 13 septembre 2009. Inscrivez-vous dès maintenant sur le site pes.org



7 juillet 2009

Séminaire du projet

Marcoussis

Panasonic

Le monde que nous allons construire

Parmi les documents mis à la disposition des débats de Marcoussis, cette « note stratégique » rassemble des idées que nous allons approfondir pendant ce travail urgent et nécessaire pour faire émerger un projet de société. Elle évoque les « grandes transformations » qui bouleversent notre pays, et ouvre des pistes nouvelles.

Notre monde ne cesse de connaître de profondes et incessantes transformations. Ce monde nouveau, autant que celui du XX^e siècle, comporte sa part de fractures et d'inégalités, d'exploitations et de menaces sur l'essentiel. À nous de lui apporter sa part d'humanité.

Ce n'est pas cette crise qui change le monde, car depuis longtemps, les excès du capitalisme ont produit un recul de la civilisation : l'explosion de la précarité, le paroxysme des profits et des hautes rémunérations, la prise en otage du salariat et des protections sociales par la concurrence sans limites ne datent pas de 2008.

Nous nous engageons dans cette démarche pour faire du Parti socialiste le moteur de changements attendus et de vrais progrès, une force politique porteuse d'une alternative crédible et de la part de rêve utile pour mettre en mouvement l'action collective.

D'ici à 2012, étape après étape : chaque Français doit avoir une idée claire de ce que nous voulons et pouvons changer dans sa vie et dans la société.

Le monde dans lequel nous vivons se transforme

Le monde a changé. La politique ne l'avait pas prévu.

Nous devons aider notre pays et l'Europe à sortir de l'imprévoyance. L'état de l'économie, la réalité des rapports sociaux confirment chaque jour notre raison d'être et d'agir. Le PS n'est pas un parti confiné dans la protestation, pour autant il doit regarder l'état du capitalisme les yeux ouverts.

L'insécurité sociale doit être résolument combattue. Vivre avec le marché ne signifie pas renoncer à la justice et à la cohésion sociales. Là où la social-démocratie a voulu reprendre à son compte cette fausse rationalité néo-libérale, elle y a perdu, non seulement son identité, mais aussi l'efficacité économique et sociale. L'affaiblissement du contrat de travail - sans réelle contrepartie de compétitivité ! -, les écarts inacceptables de rémunération minant la cohésion sociale sont devenus, bien avant la crise de 2008, des tendances lourdes, face

auxquelles ni l'Union européenne, ni même les gauches au pouvoir n'ont su ou voulu construire de digues.

Nous devons regarder en face la mondialisation.

Nous avons - tardivement - pris la mesure de l'incroyable accélération de la mondialisation des systèmes productifs et financiers, et des nouveaux rapports de force. Il n'est plus temps d'osciller entre protectionnisme et libre-échange. Erigés en dogme, l'un comme l'autre sont dévastateurs.

« Remettre les Français au cœur de la politique »

L'enquête qualitative audiovisuelle « Auprès des Français », réalisée par l'agence Campana Eleb dans la deuxième quinzaine du mois de mai auprès d'un échantillon significatif fait apparaître 4 préoccupations principales.

Tout d'abord, une expression forte et généralisée d'attachement à la France et à ses valeurs républicaines. C'est une « manière de vivre » approuvée, quels que soient les courants politiques, un modèle qui doit être défendu. Ensuite, l'enquête révèle une demande de maîtrise de la mondialisation, particulièrement forte dans les couches populaires. L'urgence écologique fait également partie des préoccupations prioritaires. Tout comme l'avenir des plus jeunes, en termes d'emploi, mais aussi d'orientation et de projet de vie.

Enfin, il ressort une réelle demande de remettre les Français au cœur de la politique. Les partis, en particulier le PS, sont critiqués (manque de confiance) et l'attente se fixe sur le besoin d'être écouté.

Cessons de faire comme si la mondialisation ne changeait rien pour la gauche, que le « compromis » d'autan pouvait se perpétuer sans effort de changement. Arrêtons de parler de solidarité et de progrès social en France sans regarder l'état de l'Europe et la mondialisation. Les Français doivent savoir qu'il n'y aura pas de hausse du pouvoir d'achat durable en France si la concurrence entre salariés ou les systèmes fiscaux et sociaux s'aggrave à l'intérieur de l'Europe.

Ils savent aussi que nous devons affronter l'économie réelle, dessiner les contours d'une économie mixte performante, mobiliser des ressources considérables pour la recherche et l'innovation.

La révolution numérique est notre révolution industrielle.

Elle produit des transformations radicales des organisations, du travail et des échanges, des pratiques culturelles et de la consommation. Elle est aussi cause et symptôme de la mondialisation accélérée. Nous devons comprendre ces transformations pour ne pas nous contenter de les subir, car elles apportent le meilleur, le partage et la connaissance, mais aussi le pire.

L'économie en est bouleversée. L'industrie, les services produisent autrement, avec moins de travail, souvent avec plus de stress et encore plus de compétition. L'économie immatérielle dicte de profondes ruptures, crée des richesses sans pour autant améliorer mécaniquement la situation des salariés.

Le capitalisme de l'information a déjà fait éclater les modèles économiques des médias, des industries culturelles, ou de la distribution d'innombrables biens et services. La « bataille d'Hadopi » est l'une des illustrations récentes de cette mutation non programmée.

Les chocs écologiques imposent l'urgence d'un nouveau modèle.

Réchauffement climatique, transition énergétique difficile, mais aussi appauvrissement de la biodiversité ou crises sanitaires : tout cela signe l'entrée dans des risques majeurs, mal balisée par l'imprévoyance collective et aggravée par le cynisme des prédateurs.

Les Français les plus exposés seront toujours les moins aisés, les moins favorisés, pour qui le coût des crises pèse le plus lourd dans la vie quotidienne.

Au-delà du risque planétaire qu'il faut en urgence prévenir, la crise écologique déclenche au fond deux niveaux de réponses, sur l'échelle des choix politiques.

Le premier niveau, coûteux mais riche en innovations, se dessine autour de la « croissance verte » : « green washing » des politiques publiques, technologies vertes, économies d'énergie et énergies renouvelables. La croissance verte donne au marché un rôle de plus en plus important pour faire face aux défis environnementaux.

Nous devons préparer des réponses plus exigeantes que l'économie marchande, celles qui mettent en jeu le modèle de développement lui-même, le contenu et les indicateurs de la croissance.

La grande inquiétude des générations.

Aucune génération n'est épargnée par les chocs démographiques, toutes doivent exprimer leur solidarité.

L'avenir des jeunes constitue une angoisse, pour eux-mêmes comme pour leurs aînés. Plus de 800 000 jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans sont concernés par la pauvreté. Plus éduquées que les précédentes, les jeunes générations sont confrontées à des difficultés d'insertion économique et sociale nettement aggravées.

Or une société qui ne croit plus en l'avenir est une société qui régresse, paralysée par l'angoisse et la défiance. Prendre à bras-le-corps la

« Les adhérents socialistes aspirent à la protection »

L'institut de sondage Vivavoice a synthétisé et analysé les réponses envoyées suite à la lettre que Martine Aubry a adressée aux militants à l'issue des élections européennes. Au total, 1 737 contributions ont été traitées, venant principalement de militants mais aussi de sympathisants. François Kalfon, délégué général du PS « Études et opinion », explique les conclusions de cette étude : « Les réponses des adhérents socialistes à la lettre de Martine Aubry révèlent une vision de la gauche assez classique. L'aspiration à la protection, à la préservation des garanties sociales d'existence, des acquis sociaux apparaît assez nettement dans leurs réponses, tandis que l'expression du rêve d'une autre société, l'affirmation d'un idéal ou de la volonté de mieux redistribuer les richesses est moins présente. Par ailleurs les adhérents souhaitent que cessent les guerres de chefs et de courant qui pourrissent l'ambiance au sein du Parti. »

question de l'avenir de la jeunesse devient ainsi une priorité nationale.

La solidarité entre les générations exige aussi de regarder le nouvel horizon du vieillissement, avec la volonté de réduire le mal-être. Or depuis la création de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA), le combat pour l'autonomie de nos aînés ne progresse plus. L'avenir des retraites est programmé sans faire appel à des principes justes. Le report de l'âge de départ devient la réponse unique. Les Français sont lucides sur les conséquences du vieillissement, mais là encore ils n'accepteront

« Solidarité et responsabilité individuelle »

Directeur général adjoint de TNS-Sofres Brice Teinturier a présenté aux socialistes l'étude réalisée par son institut de sondage auprès des Français, intitulée « Valeurs, bilan et attentes ». L'hebdo publie un extrait de son intervention à Marcoussis.

« Entre les sympathisants de droite et les sympathisants socialistes, il y a un ensemble de préoccupations communes : l'emploi, l'avenir des jeunes, l'environnement et la pollution, le système de santé font ainsi partie dans les deux cas des toutes premières préoccupations. De même, au niveau des valeurs, il existe un corpus communément partagé : un monde meilleur serait ainsi un monde avec plus de solidarité, d'écologie, de morale et de responsabilité individuelle. « Progrès », « travail », « collectif », « mérite », « solidarité », « égalité » sont aussi des mots massivement positifs pour tout le monde. En revanche, ce qui clive la droite et la gauche, c'est bien la question des inégalités. Plus ou moins admises à droite comme nécessaires, elles sont fondamentalement dénoncées à gauche. Les écarts de revenus sont également perçus comme beaucoup trop importants et devant être réduits chez les sympathisants socialistes. La solidarité est une valeur fondamentale pour eux. Elle doit se combiner à une forme de responsabilité individuelle mais c'est un marqueur essentiel, tout comme l'aspiration à davantage de redistribution. L'enjeu, c'est de répondre à cette attente sans ignorer que la question du mérite et de l'individu irrigue la société française mais aussi les socialistes. Car il n'y a là aucune contradiction. »

pas les fausses raisons et les réformes injustes. Nous bâtrirons des règles collectives qui protègent les plus vulnérables, usés par le travail, et laissent les choix individuels possibles. Mais le premier des droits reste celui de conserver dignement toute sa place dans la cité, d'avoir des projets tout au long de sa vie, y compris pour contribuer à améliorer la vie des autres.

Ce monde que nous voulons construire

Nous nous attacherons bien sûr à dire comment la France doit produire, comment le principe de justice doit guider la redistribution, à l'opposé des choix récents de la droite française. Nous privilégions l'innovation sur la rente, la progressivité de l'impôt sur toute autre méthode. Le faire avec clarté et crédibilité sera un pas nécessaire pour les socialistes, au terme de l'écriture de ce projet.

La société du bien-être

Cette lutte pour peser sur la répartition juste des richesses entre le profit et les salaires, qui est la nôtre, ne sera jamais achevée. Suffit-elle à garantir l'émancipation, la liberté, osons le dire, le bonheur ? Rien n'est moins sûr. Nous devons nous interroger plus radicalement sur le sens et les buts de l'action collective.

Ne passons-nous pas à côté d'aspirations essentielles, qui ne se résument pas à la possession de biens matériels ?

Est-il interdit à un parti politique de lancer à gauche ce questionnement ? Nous y avons répondu, en défendant la création culturelle, la laïcité, l'émancipation par l'éducation, et l'existence de biens communs (la santé, l'eau, l'environnement...). Nous poursuivons les mêmes buts, en imaginant et en construisant des villes « globales », et non plus seulement en traitant le malaise de périphéries et la violence des ghettos.

La société du bien-être exige de développer de nouveaux liens, des solidarités concrètes et collectives, indispensables à une société du souci de l'autre, du soin et de la responsabilité. Concrètement, c'est affirmer qu'à côté du temps de travail et de production, existent des lieux et des temps pour les liens sociaux, amicaux, familiaux et pour les engagements associatifs et citoyens...

L'action collective, qui dépasse les égoïsmes, s'adresse aussi à des individus. Jaurès, dès 1898, l'avait magnifiquement décrit (« Rien n'est au-dessus de l'individu »). L'individu et le collectif ne sont pas adversaires.

Ce qu'il faut protéger et rénover à la fois, c'est le pacte républicain.

L'école de la République, avec sa capacité d'émancipation pour les enfants de France, sa gratuité, sa fonction de promotion... L'hôpital public qui soigne chacun, dans les moments les plus graves, sans distinction de classe. Le maillage des services publics, porteurs de la promesse d'égalité entre les citoyens, entre les territoires. Nous n'acceptons pas la privatisation de la République.

À nous de refaire la preuve que l'égalité républicaine est la meilleure garantie de la promotion de l'individu. À nous d'expliquer qu'il n'y a pas d'ordre sans justice, pas d'autorité sans respect, pas de sécurité sans progrès social partagé.

Il faut, par exemple, regarder en face les difficultés de l'école publique qui ne remplit plus sa mission au regard des exigences d'égalité républicaine. Les Français, qu'ils soient parents ou grands-parents, attendent de nous un discours innovant pour une pédagogie et un soutien personnalisés. Les Français dans leur majorité sont attachés aux services publics. Mais ils sont convaincus des dysfonctionnements (surtout en ce qui concerne les services publics de « guichet »), ils attendent des vrais progrès, et non de fausses réformes qui remet-

tent en cause la qualité et la proximité de la République.

Les services publics personnalisés de demain seront ceux qui sauront écouter chaque personne, éviter les traitements anonymes, respecter à la fois le principe d'égalité et les besoins des personnes. C'est vrai pour la santé, le logement, les transports, pour ces services publics qui sont des biens communs auxquels nous tenons.

La société des règles justes.

La régulation par la loi face aux marchés, des objectifs précis sur de nouvelles règles pour le commerce mondial, de nouvelles régulations pour la finance et de nouveaux accords pour la protection de l'environnement doivent être portés haut et fort par les socialistes.

En cela, nous nous différencions du modèle dominant au sein de la gauche réformiste européenne depuis les années 90, aujourd'hui à bout de souffle, qui a accepté les contraintes de la mondialisation libérale, et imposé les sacrifices sociaux qu'elle implique (limitation des salaires, réduction de la protection sociale, filets protection minimums). Nous nous opposons également à la pratique national-libérale de Nicolas Sarkozy, qui contredit ses discours sans lendemains sur la régulation mondiale.

Trois entrées pour préparer l'autre société

Plusieurs terrains ont été reconnus. Quand les Français prennent la parole, ils renvoient aux socialistes une image de notre pays, mais aussi leurs attentes, et des questionnements très directs, dans trois directions :

1-La France forte de ses valeurs.

- Une République unie, mais pas uniforme ;
- La force de la France, c'est apprendre à accueillir et à accepter les autres ;

- Au-delà de ces évolutions, les Français restent attachés à une conception de la France ancrée dans son histoire.

2- Le progrès économique, écologique et social.

L'enchaînement des crises économiques, et surtout la dernière, condamne les valeurs de l'ultralibéralisme économique.

Nous allons, sans remords, vers un temps post-

productiviste. Ce qu'il faut sauver et transformer à la fois, c'est notre modèle social.

Mais ce modèle montre aussi des limites.

- Il n'a pas anticipé l'explosion de la précarité, elle est aujourd'hui maximale.
- Il oublie que le temps de la vie au travail doit être aussi un temps choisi, pour la formation en particulier, pour l'éducation tout au long de la vie, et un jour, pour la retraite.

« Proposer une vraie redistribution des richesses »

20

Pour le Laboratoire des idées, Camille Peugny et la cellule opinion composée de plusieurs jeunes sociologues ont « digéré » de nombreuses enquêtes récentes sur la société française. Il livre ici les principales conclusions de cette étude.

« La société française de 2009 est traversée par deux tensions majeures. Tout d'abord, tension à l'égard de l'avenir qui, pour la première fois en temps de paix, ne rime plus avec progrès social. Le sentiment domine que demain sera pire qu'aujourd'hui. Cela se traduit par une angoisse profonde, pour soi, mais aussi pour ses enfants (seuls 10% des Français estiment que leurs enfants vivront mieux qu'eux). Angoisse pour l'avenir des personnes âgées également. C'est donc toute la chaîne des relations entre les générations qui est remise en cause.

La société française, plus que toutes les autres sociétés européennes, est ensuite celle de la défiance : défiance à l'égard des autres, des institutions, ce qui nourrit un pessimisme et un fatalisme inquiétants.

Chacun est convaincu aujourd'hui de la nécessité de construire un nouveau modèle de société, mais les Français sont en attente d'une parole forte, qui indique une direction précise. Ce nouveau modèle de développement devrait reposer, selon les Français, sur des services publics forts et efficaces, sur le dynamisme des PME, dans le cadre d'une économie dans laquelle les entreprises publiques jouent un rôle protecteur, loin des dérives de la grande entreprise du CAC 40.

Au-delà, les Français veulent plus d'État, plus de protection et plus de solidarité. Mais ils veulent aussi plus de place pour l'individu, dans une société qui serait enfin méritocratique. Elle est probablement là la synthèse entre plus d'État et plus d'individu : plus d'État pour plus de dignité des individus, plus d'État pour que soient enfin reconnus les mérites et les efforts de chacun.

Répondre à ces demandes est essentiel pour regagner la confiance de la fraction inférieure des classes moyennes qui s'est éloignée du Parti socialiste. Cet éloignement n'est pas irrémédiable si la gauche propose une vraie redistribution des richesses qui n'irait plus des moyens vers les plus pauvres, mais bien des plus riches vers les plus pauvres. »

- Le financement des protections collectives, en grand danger, doit être au centre du nouveau contrat social.

Un modèle qui prévient et qui protège, c'est mieux qu'un modèle qui répare.

De nouveaux droits, une nouvelle Sécurité sociale sont à imaginer, à commencer par la sécurité sociale professionnelle.

3- L'avenir de la jeunesse

D'abord repenser le rôle de l'école et faire en sorte qu'elle cesse de classer, trier et sélectionner les enfants dès leur plus jeune âge. Le rôle premier de l'école, dans les premières années de scolarité, n'est pas de sélectionner des futurs employés, mais bien d'éduquer, c'est-à-dire de dispenser une culture commune et d'atténuer les différences sociales. Ensuite, dans un second temps, l'école doit effectivement dispenser des compétences qui préparent à la vie professionnelle.

Depuis trop longtemps, les politiques publiques se sont traduites par des mesures s'adressant à la jeunesse comme une catégorie particulière, ce qui est dans l'ensemble une erreur. D'abord parce que les dynamiques qui frappent négativement la jeunesse, étroitement liées aux mutations du capitalisme, concernent l'ensemble de la population active. Ensuite parce qu'elles ont contribué à créer une catégorie à part, à la charge de la famille ou des dispositifs d'insertion aidés par l'État, incapable d'assurer les conditions de son autonomie (l'allocation d'autonomie régulièrement proposée par la gauche n'a jamais été acceptée). La multiplication de ces mesures catégorielles a créé au fil des années un socle de dispositifs totalement illisible.

À rebours de ce schéma, il conviendrait, comme dans les pays scandinaves, de considérer la jeunesse comme partie prenante de la société, par exemple en ouvrant l'ensemble des droits à

tous les citoyens dès l'âge de 18 ans. Par ailleurs, penser en termes de parcours de vie, et non plus de catégories liés aux âges de la vie, permettrait d'atténuer la peur du déclassement.

Cette orientation conduirait à favoriser le retour aux études, multiplier les possibilités de mobilité entre l'emploi et la formation, laisser le temps du choix pour en finir avec ce sentiment très français : celui de ne pas avoir le droit à l'erreur.

Tout au long de la vie des Français, l'organisation des temps, entre le travail et la formation, dans l'emploi comme dans les périodes de chômage, constituera le prolongement pour les adultes de ce que fut, sous la Troisième République, le droit à l'école de tous les enfants.

Réinventer la démocratie

La concentration du pouvoir, l'affaiblissement du Parlement, des syndicats ou des associations nous poussent à réinventer un autre usage, une autre pratique des institutions, une autre République, qui ne se contente pas de prendre acte de la présidentialisation du régime. La pratique du pouvoir présidentiel produit un « désert démocratique ». À nous de repeupler la démocratie !

Sans attendre 2012, faire un projet de société avec les Français, ce sera à chaque étape, partager la parole. C'est en soi une position politique et des engagements qui sont proposés, un acte fort de réinvention démocratique. L'élaboration du projet avec les Français, avec la participation des militants, est ce nouveau défi. Alors, nous parlerons de la France avec les Français - et non plus seulement du Parti socialiste. Un projet de société ne s'écrit pas, ne s'écrit plus en circuit fermé.

Les socialistes mettent en

Pour installer la parole des citoyens au centre des débats : quatre enquêtes mettent en relief les valeurs, les attentes mais aussi les inquiétudes des Français et des socialistes en particulier, ou leur vision de la France d'aujourd'hui et des changements de demain. Les socialistes réunis à Marcoussis, le 7 juillet, ont entamé une réflexion collective pour l'élaboration d'un projet fondé sur un nouveau modèle de société. Devant le pessimisme des Français face à l'avenir, ils évoquent la nécessité pour le parti de redevenir porteur d'espoir. Et estiment souvent qu'avant de dégager des propositions concrètes indispensables, ils doivent s'accorder sur les valeurs qu'ils défendent. Extraits du débat.

« Une société qui prend soin de chacun »

Martine Aubry



« Nous devons, socialistes, nous réjouir que les individus veuillent exister en tant que tels. Jaurès disait : « Il n'y a rien de plus haut que l'individu. » Et nous qui défendons l'émancipation des hommes et des femmes, on ne va quand même pas aujourd'hui dire aux Français : comment ! vous voulez avoir votre mot à dire ! Cela signifierait qu'on ne regarde pas la réalité. (...)

Ce n'est pas qu'ils ne font pas confiance à l'État, c'est qu'ils veulent que l'État les prenne en compte pour ce qu'ils sont, avec leur identité, leurs difficultés, mais aussi leurs possibilités d'agir. Dans le fond, on veut une société qui prend soin de chacun. Et prendre soin de chacun, ce n'est pas simplement ériger des règles collectives, c'est mettre des protections collectives quand la droite, elle, explique que les protections collectives empêchent l'initiative individuelle. Nous voulons démontrer qu'il n'y a pas d'individu capable d'avancer sans protection collective, mais avec des libertés de choix à l'intérieur de cela. Si nous ne le faisons pas, je pense que nous n'avons rien compris à ce que peut être une société d'hommes et de femmes émancipés qui ont envie aussi d'agir pour la faire bouger. »



« Définir une nouvelle conception du progrès »

Alain Bergounioux, conseiller aux relations avec les fondations et aux revues auprès de la Première secrétaire

« Pour ce projet, nous avons d'abord des choix politiques à faire. Par rapport au pessimisme par exemple. À l'extrême gauche et même chez nous, il y a souvent une tendance à en rajouter, en disant : « ça va encore plus mal que vous ne le pensez ». C'est le discours du catastrophisme et du pessimisme social. Or ce que disent les enquêtes, surtout le film réalisé par Campana, c'est que les gens sont, dans leur diversité, à la recherche de solutions. Dans notre travail sur le projet, nous devons donc davantage mettre en évidence une attitude politique qui souligne toutes les possibilités qui existent pour améliorer la situation. »

débat la société à construire

Or on ne sait pas aujourd’hui si le Parti socialiste est pessimiste ou optimiste, on ne sait pas quelle est sa position et on ne tranche pas par rapport aux autres. Tout ce que demandent ces gens, dans le fond, c'est qu'on leur définisse une conception du progrès d'aujourd'hui qui intègre les différentes dimensions de leur vie. »

« La recherche
d'une parole
forte »

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national aux relations internationales et à l'Europe

« Ce qui est fascinant dans les quatre études que viennent d'être présentées, c'est l'évanouissement du progrès et de la société. Si on avait fait ces études dans les années 1960, la question du progrès aurait été au centre et

celle de la société présente. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de fragmentation et de vieillissement, où le pessimisme, l'angoisse et la défiance dominent. Mais surnagent, à mon avis, trois choses : la solidarité, l'écologie et les inégalités. (...) Il faut, je crois, réenchanter et la gauche et le pays si on veut avoir quelque chance de créer de la dynamique autour de nous. C'est-à-dire qu'il ne faut pas simplement dire qu'un autre monde est possible ou écouter les gens, il faut dire ce que nous voulons. Ces études montrent à quel point les citoyens sont à la recherche d'une parole forte. Et le problème du Parti socialiste, c'est qu'à force d'avoir beaucoup de paroles, il n'a plus de parole forte. »

« S'interroger
sur cette
prédominance
du pessimisme »

**Bertrand Monthubert,
secrétaire national à
l'enseignement supérieur
et à la recherche**

« Il y a quelques motifs d'espoir dans ces études. Il faut s'interroger sur cette prédominance du pessimisme en France par rapport à d'autres pays européens. Elle n'est pas uniquement due à la situation sociale réelle ou vécue, mais à la perception que l'on a de la situation de la France. Il faut





« On ne doit rien esquiver »

Pierre Moscovici

« Une convention nationale comme celle-ci exige qu'on y consacre beaucoup d'investissement, qu'on prenne le temps, et c'est pour cela que le calendrier proposé s'étale sur trois mois entre septembre et début janvier. Reste que l'objectif d'une telle convention n'est pas d'élaborer la totalité du projet, et encore moins de rédiger le programme pour la présidentielle.

Cela doit être d'abord, à mon sens, la grille de lecture que nous n'avons plus aujourd'hui. La grille de lecture n'est pas le diagnostic, mais c'est l'organisation intellectuelle des concepts qu'on forge à partir du diagnostic. Deuxièmement, cette convention doit nous permettre de poser les principes, les axes stratégiques des politiques publiques, qui seront ensuite déclinés dans une série de travaux certainement plus problématiques. On ne doit rien esquerir et donc poser l'ensemble du chantier.

Au-delà de la grille de lecture, je crois que l'idéal serait quand même de parvenir à avoir, sinon la grande idée comme celle d'Obama, le changement crédible à partir d'une question centrale, celle des inégalités vues du côté de la classe moyenne ; une esquisse de récit qui permette de bâtir ensuite le projet. »

aussi faire attention à tout le discours qui a été développé par la droite depuis très longtemps, notamment par Jacques Chirac, qui, pour essayer de faire passer ses réformes, a toujours adopté cette stratégie de noircir énormément le tableau : donnant le sentiment qu'on est au bord du gouffre et que les réformes qu'elle propose doivent donc s'imposer. Et finalement, nous sommes pris à contre-pied. Nous devons être capables de décortiquer toute cette logique qui nous a détruits et dans laquelle nous nous sommes souvent laissés entraîner, de manière à pouvoir y résister. »

« Un réel besoin de morale et de justice »

Pascal Buchet, maire de Fontenay-aux-Roses, Premier secrétaire fédéral des Hauts-de-Seine

« 63 % des socialistes aiment la solidarité. Je vois ce chiffre en négatif. Car cela signifie qu'un tiers d'entre eux met autre chose dans le mot "solidarité" : la solidarité peut être perçue comme de l'assistanat et donc un problème. Ce sentiment doit nous interpeller. D'autant que les enquêtes révèlent aussi un aspect positif : l'individualisme comme réponse ne semble pas rendre fous de joie les Français. Il existe donc un réel besoin de

morale, de justice, un besoin d'y croire, de repères, qui doit nous interroger sur le besoin de nouvelles règles pour donner du sens. (...) Au fond, on passe, à travers nos propositions traditionnelles, pour un parti conservateur. Il n'y a pas de parti progressiste, il n'y a pas de mouvement ou d'idées progressistes qui ressortent de ce sondage d'opinion. C'est l'une des raisons du pessimisme ambiant selon moi. Et c'est ça qui, à mon avis, doit nous interpeller, doit nous faire réfléchir sur nos propositions. »

« Interrogeons les autres composantes de la gauche »

Alain Vidalies, secrétaire national au travail et à l'emploi

« La seule façon de combattre le pessimisme des Français, c'est de leur donner de l'espoir. Et la première façon de les convaincre qu'il y a de l'espoir possible, c'est de dire : « il y a des gens qui ont d'autres propositions que la politique contre laquelle aujourd'hui vous luttez ».

Une question se pose alors : à partir du moment où nous n'avons pas la certitude d'arriver seuls à faire une majorité, si nous interrogeons les autres composantes qui peuvent faire une majorité sur notre gauche ou chez les

électeurs verts, aura-t-on les mêmes résultats ? Des résultats proches ? Où nos familles politiques donneraient-elles, notamment sur les questions de valeurs, des réponses tout à fait différentes ? »

« Ne pas être en retard d'une bataille »

Laurent Fabius

« Ces études sont faites aujourd'hui, mais c'est pour un projet qui doit pouvoir s'appliquer en 2012. D'ici là, un certain nombre d'événements vont se produire, les uns méconnus, les autres plus connus. Il faut penser à ce que l'on peut anticiper sur le poids de l'endettement et le poids du chômage notamment. Et donc adopter une méthodologie adéquate pour qu'on ne soit pas en retard d'une bataille, c'est-à-dire que le projet ne soit pas obsolète à peine sorti.

Car on peut faire les meilleures propositions du monde, si l'émetteur n'est pas écouté, les propositions ne seront pas entendues. »



« Replacer la question du progrès au centre »

Lucile Schmid*, vice-présidente du Laboratoire des Idées



« Il ne s'agit pas d'additionner la lutte contre les inégalités et des objectifs de préservation de la planète et de se payer de mots. Il s'agit de penser autrement l'économie et de replacer la question du progrès au centre. La crise que nous vivons illustre la défaite de la pensée unique. Elle montre aussi l'urgence du passage à l'acte. La première responsabilité des socialistes, c'est de définir une vision de la transition vers l'autre modèle. Aux questions que posent les citoyens à la gauche et particulièrement aux sociaux-démocrates - comment allez-vous gérer ce changement de modèle ? Et qu'entendez-vous par changement de modèle ? -, on ne pourra se contenter d'expressions floues comme la croissance verte. Changer le modèle, ce n'est pas trouver une nouvelle politique de communication, c'est changer la mesure du développement, organiser la planification à court et moyen terme des liens entre économie de la connaissance et économie de la production, et surtout penser l'investissement humain que nécessite cette transformation. Ceux qui sont au chômage, qui craignent de l'être demain ou que leurs enfants le soient, ne se contenteront pas de slogans sur la création de millions d'emplois à l'horizon de 10 ans. C'est tout de suite que notre projet de transformation doit s'incarner dans des perspectives de création d'emploi dans les territoires dont nous avons la responsabilité. C'est dans la perspective des élections régionales que ce passage vers le nouveau modèle doit être incarné. »

*Lucile Schmid est responsable du rapport « Crise et changement du modèle de développement » pour le laboratoire des idées.

« Notre pays a besoin de défis collectifs »

Marie-Noëlle Lienemann

« Comme le confirment les sondages, les fondamentaux du modèle républicain français ont été percutés de manière considérable par le basculement néo-libéral. D'ailleurs, ils sont confirmés : État, services publics, maîtrise de la puissance publique sur l'économie, solidarité collective. Les Français y restent attachés. Pourtant, comme ils n'ont trouvé aucune force politique pour incarner à la fois la résistance et des perspectives d'avenir, ils sont dans un pessimisme profond. (...) Le développement durable m'apparaît être, dans ce pays, le pacte d'optimisme à porter.

C'est paradoxal, mais dans un pays comme la France, devant les crises, on réagit. C'est un pays qui a besoin de défis collectifs, et celui-là est un défi universaliste, c'est un défi qui oblige à la fois l'intervention de l'État et celle des individus. C'est un élément déterminant parce que c'est celui qui redonne l'impression qu'on maîtrise notre avenir et qu'on ne le subit pas. »

« Écrire une histoire d'avenir »

David Assouline, secrétaire national à la communication et à la mobilisation

« La gauche, au sens large, n'est pas rattachée aux valeurs qui sont mises en positif par les Français quand ils disent ce à quoi ils tiennent

dans la France qu'ils aiment : le contrat social, la solidarité, les services publics, etc. Avant on votait à gauche, mon père, mon grand-père votaient à gauche, et ça voulait dire quelque chose. Il y avait un clivage sur un certain nombre de valeurs fondamentales.

Un fil s'est rompu. Et Sarkozy en a beaucoup joué, en reprenant dans son discours général et lors de sa campagne, des fondamentaux de la gauche, n'hésitant pas à citer Blum et Jaurès. Il s'approprie notre histoire, d'une certaine façon.

Il me semble que pour retrouver cette histoire et renouer avec les Français, nous devons être capables d'écrire une histoire d'avenir et donc montrer notre capacité à projeter ces mêmes valeurs, ces mêmes combats, mais de façon complètement modernisée, adaptée aux nouveaux défis. »

« Proposer un changement qui ne soit pas un reniement de nos valeurs »

Harlem Désir, secrétaire national à la coordination

« Il y a une tension entre une volonté de conservation, à certains égards, de défense d'acquis, d'un modèle de service public, et le besoin de changement, la nécessité d'innover si l'on

veut pouvoir continuer à défendre un modèle. C'est là qu'est la difficulté pour le parti : comment proposer aux Français un changement qui ne soit pas un reniement de nos valeurs ? Comment trouver l'articulation entre l'État, la solidarité et la responsabilité individuelle ? Car ce n'est pas qu'un problème de comportement qui peut nous être reproché, c'est aussi l'adéquation entre notre offre et les attentes du pays. »

« À force de ni-ni, on ne sait plus qui nous sommes »

Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'industrie

« Finalement, que dit-on depuis vingt ans ? On dit ni-ni. (...) À force de dire ni-ni, on ne sait plus qui nous sommes.





« Les questions d'environnement nourrissent nos fondamentaux »



**Laurence Rossignol,
secrétaire nationale à
l'environnement et au
développement durable**

« Dans l'adhésion à la question environnementale, il y a un appel à ce que collectivement on porte le dépassement des contradictions individuelles dans un projet qui nous réunisse et qui soit, d'un certain point de vue, notre idéal républicain d'aujourd'hui.

Il ne faut pas avoir peur des questions d'environnement. Elles ne percutent pas nos fondamentaux. À l'inverse, elles les nourrissent. Car elles vont surplomber toutes les questions qui nous seront posées dans les années à venir : les questions de fiscalité, de santé, d'urbanisme, de développement. Et si nous n'agissons pas, si nous ne donnons pas nous-mêmes la voie de sortie civilisationnelle que les Français attendent, alors l'accroissement des inégalités sera infiniment supérieur, infiniment plus violent et infiniment plus brutal que si nous prenons les choses en main. La pire des inégalités liées aux problématiques de l'environnement est dans le « ne rien faire », dans l'inégalité nord-sud, dans l'inégalité entre les pauvres et les riches, dans l'inégalité entre les urbains et les ruraux... Il faut prendre le temps de parler de ces problématiques. »

Alors, on a résolu le problème par un autre biais, qui a été de dire : tout est dans tout. L'exemple des retraites est parlant. On a dit : on est pour la réforme, on est pour les retraites, on est pour la réforme des retraites. C'est avec cela que les Français veulent rompre, car au final, on ne dit plus rien à plus grand monde. (...) D'ailleurs, je suis frappé par la présence du mot « France » dans les témoignages des gens. Je crois de ce point de vue qu'ils sont beaucoup plus mûrs que nous. Ces dernières années, nous avons peu parlé de la France. Nous avons souvent parlé des Français, nous avons souvent été abstraits, tandis qu'eux ont un rapport assez mémoriel à la France. Il y a une histoire, il y a une géographie, il y a une mémoire, il y a des terroirs, il y a une identité. Je fais simplement remarquer qu'en 1995, Chirac a su le faire, en 2007, Sarkozy aussi, et sur l'affiche de Mitterrand en 1981, il y avait un peu de la France dont parlaient les gens qu'on a entendus dans le film. »

« Des défis extrêmement importants devant nous »

Antoine Détourné, président du MJS

« Au moment des Européennes, on a pu voir le rebond du vote écologiste, la force de cette question-là dans l'opinion. Néanmoins, on connaît aussi notre capacité à ajouter une petite touche de vert par-ci, une petite touche de rose par là, et dire : « ça y est, on a un nouveau modèle de développement ». Cette question ne doit pas être prise à la légère aujourd'hui. »

Et je peux citer deux éléments très marquants : les historiens de l'environnement disent que l'action de l'homme sur l'environnement, au XX^e siècle, a fait 40 millions de morts. Autant que durant la Seconde Guerre mondiale. La deuxième chose, c'est que l'homme, en termes de force géologique, déplace plus de roches que les séismes et les volcans réunis. Et ces réalités nous montrent à quel point les défis qui sont devant nous sont extrêmement importants. »

« Être en résonance avec les aspirations de la population »

Charlotte Brun, secrétaire nationale aux personnes âgées, au handicap et aux dépendances

« Si nous ne sommes pas entendus par les Français, c'est tout simplement parce que les mots que nous utilisons ne sont pas forcément les mots qu'ils utilisent pour décrire leur quotidien. On n'a pas su passer de cette catégorie de spectateurs à cette catégorie d'acteurs de la société et de la vie. Et c'est, je pense, un de nos principaux chantiers, c'est-à-dire d'être en bonne résonance avec les aspirations de la population.

Alors, je voudrais très concrètement pointer le problème d'adéquation entre ce travail de diagnostic et la définition d'axes de travail. On a à juste titre cerné comme un des éléments de diagnostic principaux l'allongement de la vie, et vous noterez que je ne parle pas de vieillissement de la population, mais d'allongement de la vie. À partir du moment où l'on considère que c'est une évolution heureuse de la société, autant ne pas utiliser de mots négatifs : vieillis-

Numérique et politique

Au PS, le groupe « civilisations numériques » du Laboratoire des idées s'est penché sur la problématique incontournable de la place du numérique dans notre société, de son impact et des enjeux qu'il pose pour l'avenir. Dans un premier temps, il dresse un bilan de la numérisation de la société. Fin 2008, par exemple, près de 60% des foyers disposaient d'un ordinateur et d'une connexion Internet à domicile. Au travail, les deux tiers des salariés utilisent un ordinateur. Le numérique forme une base de recomposition de nos rythmes de vie, de nos liens sociaux... Du coup, il transforme aussi l'économie, le système productif en premier lieu, et les façons de travailler, permettant notamment plus de mobilité professionnelle. Mais les protections dont bénéficient les salariés fonctionnent mal dans ce nouveau cadre. Il y a là un défi politique : tirer le meilleur de cette transformation du travail, sans en faire le véhicule d'une précarisation généralisée.

La numérisation de la société c'est aussi une aspiration sociale nouvelle des individus. Les Français sont de plus en plus nombreux à publier des blogs, partager leurs photos, leurs profils sur des réseaux sociaux...

Une implication vue comme une aspiration à construire son propre destin et sa propre identité sociale, à s'exprimer, à entrer en relation, voire à s'engager pour des causes. Ces nouvelles caractéristiques doivent donc être appréhendées politiquement en termes de progrès pour tous. Comment faire en sorte que le numérique produise de l'émancipation, de l'autonomie, de la solidarité, de la justice et du lien ? Comment s'appuyer sur les énergies qui s'emparent aujourd'hui du numérique pour produire des alternatives et les mettre au service d'objectifs collectifs ?





« Un modèle républicain profondément renouvelé »



Daniel Cohen, économiste et président du conseil scientifique de la Fondation Jean-Jaurès

30

Le modèle républicain fait partie des valeurs sûres vers lesquelles il faut revenir, en sachant que ce modèle a besoin d'être profondément renouvelé, réinventé. Il a basculé, comme chacun sait, dans l'endogamie de la reproduction sociale. Il est victime de son propre malthusianisme. Un exemple : il y a à peu près autant d'élèves de l'école polytechnique aujourd'hui qu'il y en avait au début du XX^e siècle, sauf qu'entre-temps les effectifs étudiants ont été multipliés par 70. Cela veut dire qu'il est, d'une certaine façon, 70 fois plus difficile aujourd'hui de devenir polytechnicien que ça ne l'était au début du siècle. Les élites veulent se reproduire dans ce moule très étroit qui leur reste du modèle élitiste républicain. Et les Français sont obligés de mener une guerre scolaire de plus en plus préventive pour assurer à leurs enfants les places dans cet ensemble réservé.

Alors, il ne s'agit que d'un exemple, mais il souligne à quel point il faut entrer dans une vraie réflexion de fond. Cela fait un peu penser à la démarche d'Obama. Il a pu fédérer toutes les minorités, les jeunes, les immigrés, les femmes, au nom du vieux modèle américain. Et il s'est posé comme l'incarnation de ce modèle américain. La gauche aujourd'hui doit donc partir de ces fondamentaux simples. »

gement, c'est un terme négatif, personne n'a envie de se sentir vieux, y compris à 70 ans. Même chose pour le terme de dépendance, mieux vaut parler d'autonomie. Par ailleurs, dans nos axes de travail, au lieu d'évoquer de manière isolée l'avenir de la jeunesse, il faudrait qu'on intègre cette question à l'axe plus global de solidarité entre générations. »

« Des actes en cohérence avec nos discours »

Elisabeth Guigou

« Une fois nos thèmes de réflexion choisis en lien avec les valeurs que nous défendons, il va falloir trancher. Car on reproche à Sarkozy d'avoir un discours très soft et des actes très durs, ce qui est parfaitement exact. Mais nous avons un discours très dur et puis, derrière, des actes beaucoup plus mous. Il faut parvenir à trouver l'équilibre qui nous permet d'avoir enfin des actes, des décisions et des arbitrages qui correspondent aux analyses que nous avons faites et que nous avons développées. Être cohérents »

« Rendre visibles nos propositions »

Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France

« Nous avons à nous projeter pour une transformation de la société, à regarder quel est



l'état de l'opinion et à essayer d'entraîner l'opinion dans cette réflexion sur la société que nous voulons. Sinon, on se retrouvera exactement dans la même position qui nous est aujourd'hui reprochée d'anti-sarkozysme ou d'anti-gouvernement, sans que les propositions ne soient visibles. Ce que révèle l'enquête vidéo finalement, c'est que de cette manière on accroît le pessimisme ambiant et la défiance vis-à-vis des formations politiques puisqu'on ajoute des couches aux problèmes. Nous devons le prendre en compte pour l'élaboration de notre projet. (...) La plus grande difficulté, c'est de faire la synthèse, ce n'est pas de faire l'analyse. »

« Éviter les faux-fuyants »

Razzy Hammadi, secrétaire national aux services publics

« Créer un modèle alternatif, oui. Mais si on veut un modèle social et écologique, veut-on un secteur de l'énergie privatisé ? Ne doit-on pas dire dès demain matin : si on revient au pouvoir, oui il y aura une certaine forme de resocialisation, de nationalisation ? Soulève-t-on des peurs en disant cela ? Autrement, on ne le dit pas, mais il ne faut pas mentir aux gens. Nous devons éviter les faux-fuyants qui consistent à dire, par exemple, que cela ne sert à rien de faire des efforts au niveau français, qu'il faut que ce soit au niveau européen. Nous devons être clairs sur ce que nous pouvons faire à notre échelle dans les domaines de l'énergie pour prouver aux gens que nous sommes déterminés. Dire, par exemple, qu'il n'y aura pas de modèle durable, de modèle écologique s'il n'y a pas la puissance publique pour se saisir des enjeux, des orientations, de la planification du secteur

Obama, stratège du progrès ?

Romain Huret, Renaud Pacoud, Alexandre Rios-Bordes, Alix Meyer et Vincent Michelot, membres de l'observatoire des politiques d'Obama au sein du Laboratoire des idées, livrent leurs premières réflexions sur le cadre et les enjeux de la réforme progressiste du Président américain.

Passée la liesse de l'élection de Barack Obama, socialistes et experts analysent la démarche progressiste du Président fraîchement élu. Une démarche rendue possible d'abord par un cadre institutionnel relativement favorable. Le Parti républicain a rarement été dans une position aussi faible, au Sénat notamment où les démocrates ont pu grignoter la majorité historique acquise aux républicains. De plus, le nouveau « commander in chief » américain montre déjà des qualités de stratège. Les choix budgétaires d'Obama ont quelque chose de révolutionnaire et tranchent avec ceux faits par Clinton et Bush auparavant. Il a transmis au Congrès un projet de budget détaillé visant à transformer en profondeur l'économie et avec elle le rôle de l'État fédéral dans le domaine des politiques économiques. Un budget en trois axes tournés vers l'investissement : retour à la fiscalité progressive à partir de 2011, investissement dans l'économie verte et provision sur le budget fédéral pour l'établissement du système d'assurance santé universel. Une enveloppe de plus de 600 milliards de dollars est prévue à cet effet et sera principalement financée par les augmentations d'impôts sur les foyers fiscaux aisés. L'idée forte est bien de changer de modèle économique et de sortir d'un modèle de croissance basé uniquement sur l'endettement et la consommation.

Même constat pour les premiers pas d'Obama sur la scène internationale. Le changement le plus marquant se situe dans une volonté de réintégrer un cercle de décisions multilatérales. Et il le fait accepter en jouant sur la fibre patriotique des Américains, évoquant les valeurs fondamentales et la nécessité de restaurer l'image des États-Unis après la « honte irakienne ».



32

Un tour de France pour doper le projet

Le travail autour du projet doit franchir les murs de la rue de Solférino pour mieux donner la parole aux Français. « Il ne s'agit pas d'aller piocher toutes les solutions aux problèmes, mais surtout de dialoguer et de retrouver l'enthousiasme, l'envie de faire bouger la gauche pour remettre la France en marche, souligne Christian Paul, président du Laboratoire des idées. C'est aussi une façon de tester nos propositions. » À travers des dizaines d'étapes, les socialistes veulent multiplier les débats un peu partout en France entre septembre et décembre prochains. Qu'elles soient restreintes, mêlant quelques acteurs de la société, ou rassemblant des centaines de citoyens, elles se prolongeront sur le web et feront l'objet d'une restitution fin 2009. Au niveau local, des groupes pourront ensuite se créer pour prolonger le débat et apporter des propositions originales. Le tour de France du projet est pour les socialistes l'occasion de donner un sens global au monde que nous voulons construire, de mieux dialoguer avec les Français et de poser les bases du projet.

énergétique en France. Nous pouvons d'ores et déjà envoyer des signaux clairs avant de déterminer un projet alternatif. »

« Un contenu politique identifiable »

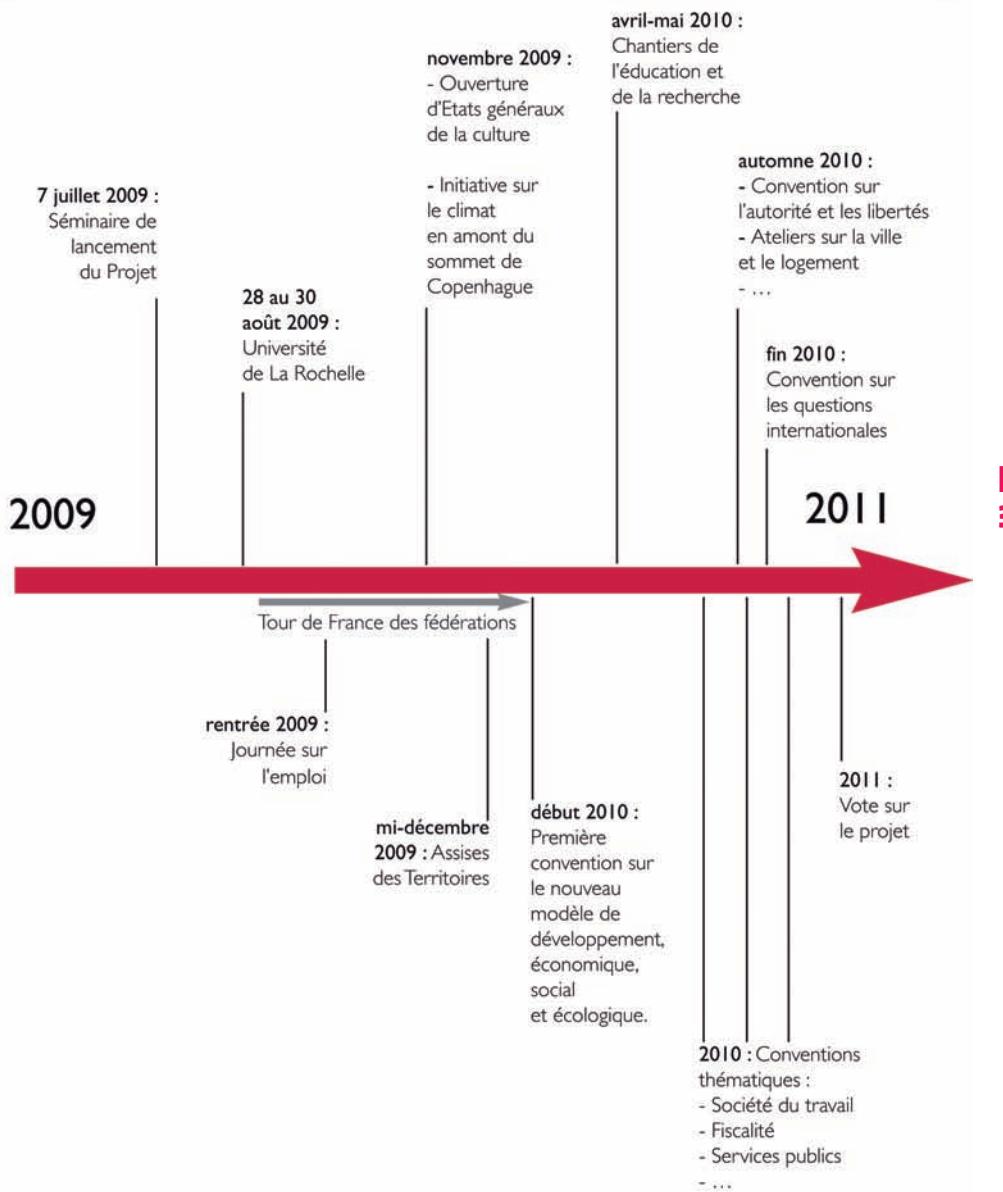
Henri Emmanuelli

« En 1997, on avait des propositions simples qui tenaient sur quatre pages et avaient pour elles la force de la logique et de la cohérence. À l'époque, c'était « croissance plus forte, plus riche en emplois, avec réduction du temps de travail ». Et ce discours a fonctionné parce qu'il a donné aux gens le sentiment que nous savions où nous voulions aller.

Je ne condamnerai donc pas a priori un projet qui mettrait en exergue quelques points forts car, à vouloir tout régler, l'expérience nous a appris que les gens ne s'y retrouvaient pas. Il ne faut pas craindre de dégager quelques grandes orientations. Notre vrai problème, c'est qu'on ne sait pas choisir, on ne veut pas choisir, on ne peut pas choisir... Mais un projet politique, ça passe par un contenu politique identifiable par les gens. Si on n'est pas capable de refaire ça, on aura beaucoup de mal. »



Quelques grands rendez-vous du projet



Été solidaire dans

Partout en France, les élus socialistes multiplient les initiatives pour permettre aux familles les plus modestes de profiter de l'été. À l'heure où plus d'un Français sur deux ne part pas en vacances, quelques exemples des pratiques locales vertueuses.

Séjours au choix pour les jeunes Clichois

34

Cette année encore, la municipalité de Clichy-sous-Bois ne lésine pas sur les moyens. Sous l'impulsion du maire, Claude Dilain, elle a programmé pour cet été 17 voyages et 7 lieux de destinations à l'intention de 80 jeunes âgés de 6 à 17 ans. Avec, en prime, 9 mini-séjours réservés à 250 enfants âgés de 4 à 14 ans.

Cette opération poursuit un double objectif : proposer des loisirs aux enfants dont les parents n'ont pas les moyens de leur offrir des vacances et organiser des voyages de découverte à vocation pédagogique. Les 6-11 ans se voient ainsi offrir l'opportunité de découvrir l'Île d'Oléron ou la Savoie. Les 12-17 ans peuvent profiter, quant à

eux, de séjours linguistiques en Angleterre, en Italie ou en Espagne, leur permettant de s'ouvrir à d'autres cultures. Enfin, des mini-séjours de « Sports-Sensations » et à la ferme sont prévus pour tous les âges. La ville consacre cette année 84 000 € à l'organisation de ces séjours et prend en charge 50 % du coût individuel, les parents pouvant bénéficier de bons de vacances distribués par la CAF pour financer l'autre moitié de la somme.

Loisirs et culture dans l'Eure

Concilier ambition culturelle et action éducative dans l'Eure. C'est l'objectif que s'est fixé Jean-Louis Destans, Président du Conseil général de l'Eure, pour les séjours d'été dans le département. L'exécutif soutient notamment les opérations « Ville-Vie-Vacances » (30 000 €) engagées par les collectivités locales, en privilégiant les activités qui mêlent pratiques sportives et culturelles. Son implication passe aussi par un partenariat avec l'Association « La Source » dont le Conseil général

En Seine-Maritime, le dispositif « droit aux vacances pour tous » a permis à 80 familles de partir



est le principal financeur, à hauteur de 180 000 € annuels. Cet effort permet aux 6-18 ans d'explorer et de développer leur potentiel créatif, en lien avec des artistes confirmés.

Les enfants suivis de près par les services sociaux départementaux peuvent ainsi accéder à des séjours culturels. Les activités et l'hébergement se concentrent autour de trois pôles. Le « pôle prévention » vise ainsi à lutter contre l'isolement culturel et social des jeunes en milieu rural. Il s'organise autour d'ateliers artistiques, le week-end, et pendant les vacances scolaires. Le « pôle éducation » est destiné à accueillir une vingtaine de classes artistiques et culturelles, une semaine durant. Enfin, le « pôle artistique », proprement dit, rassemble, sous les auspices du Président de l'association,



La municipalité de Clichy-sous-bois a programmé cette année 17 voyages pour 80 jeunes

les collectivités socialistes



Gérard Garouste, plusieurs artistes de renommée nationale et internationale, invités à faire partager leur passion et leur savoir-faire aux plus petits.

Opération « vacances pour tous » en Seine-Maritime

Pour la troisième année consécutive, Didier Marie et les mem-

bres du Conseil général de Seine-Maritime ont déclenché le dispositif « droit aux vacances pour tous ». Le tout, en partenariat avec le Secours populaire français dont le concours a permis à 80 familles de partir. Cette même association se charge, pour l'occasion, de l'encadrement et de la préparation des festivités, en lien avec les principaux intéressés (dossier de financement, organisation pratique, encadrement...).

Concrètement, cette démarche repose sur une mission de conseils pour aider les familles monoparentales ou en couple à gérer leur budget, en prévision de leurs congés, de la prise en charge de détails pratiques adaptés au lieu de destination - réservation de la location, du transport, des sorties culturelles ou de loisirs, achat du matériel nécessaire... - à un bilan complet du séjour, en ciblant les problèmes rencontrés et les améliorations à apporter. La famille participe à hauteur de 25 € par adulte et 15 € par enfant.

Un « été en Nord » à Dunkerque

La municipalité de Dunkerque se met en quatre pour offrir un coin de ciel bleu aux moins de 18 ans. Cette année encore, le maire Michel Delebarre et ses conseillers ont défini un panel

de 200 offres de séjours, en partenariat avec la CAF. À l'initiative du Conseil général, la ville relaie sur le terrain l'opération « Un été en Nord », en direction des collégiens qui n'ont pas l'occasion de partir. Histoire de faire découvrir la région aux 11-15 ans, en leur permettant de s'adonner à des pratiques sportives ou ludiques, dans le cadre de courts séjours (5 jours maximum) gratuits et sans conditions de ressources. Autre initiative originale : l'aide aux départs autonomes, co-pilotée par le Conseil général, qui prévoit le versement d'une bourse aux futurs vacanciers.

Palette de services à Tourcoing

Cette année encore, la municipalité du Nord offre à ses administrés toute une gamme de services pour profiter de l'été. À commencer par l'aide au séjour qui permet aux familles défavorisées d'offrir de vraies vacances à leurs enfants. À charge, pour les parents, de les inscrire à un séjour organisé par une association locale - Centre Social (CS) de Boilly, CS de la Bourgogne, CS Marlière/Croix Rouge, CS Belencontre/Phalempins, MJC de la Fabrique, MJC du Virolois, STEL - agréée par la Direction départementale de la jeunesse et des sports.



Un panel de 200 offres de séjour à Dunkerque

« 1 000 semaines de vacances jeunes solidarité » en Haute-Saône

Les familles à revenus modestes originaires de Haute-Saône peuvent compter sur le soutien du département pour se mettre au vert, en famille, ou inscrire leurs enfants en colo. L'aide accordée aux plus démunis a en effet été reconduite après le succès rencontré en 2008 par une procédure appelée à durer. Concrètement, l'aide hebdomadaire s'élève à 200 € par enfant, dans la limite du coût du séjour. Il s'agit d'un complément aux subventions allouées par la CAF et la Mutualité sociale agricole (MSA), sous conditions de ressources.

Vacances à la carte à Fontenay-aux-Roses

Cette année encore, la municipalité des Hauts-de-Seine propose



À Fontenay-aux-Roses, tous les séjours sont indexés sur le quotient familial

une large palette d'offres de séjours à l'adresse des moins de 18 ans. Des formules « clé en mains » aux voyages autonomes pour les plus grands qui choisissent leur destination et des activités avec l'aide des animateurs municipaux, rien n'a été négligé. Tous les séjours sont indexés sur le quotient familial et la ville prend en charge 10 à 80 % du prix du déplacement. Pour un déplacement de quatre jours, les tarifs varient ainsi de 8,55 € à 38,40 €, au gré des possibilités de chacun. Pour 5 jours, les montants s'échelonnent entre 10,70 € et 48 €.

Une offre tous azimuts à Grenoble

Dans la capitale de l'Isère, MJC et centres socio-culturels proposent des séjours pour les jeunes tout

au long de l'été. Pas moins de 777 enfants âgés de 6 à 16 ans profitent de l'aubaine, tandis qu'une cinquantaine de places sont offertes aux 16-18 ans. De nombreuses sorties quotidiennes et activités sont également planifiées dans les quartiers.

D'autres démarches ont été programmées en direction des 16-20 ans. Trente postes supplémentaires (vacations) ont ainsi été ouverts dans les services de la Ville ou dans ses structures satellites. Parallèlement, l'opération « Jobs d'été » s'est fixée pour objectif d'offrir à 120 ados un job d'une semaine rémunéré sur la base du SMIC. Les travaux sont encadrés par des éducateurs du CODASE (Comité dauphinois d'action socio-éducative) et des techniciens.



En Haute-Saône, les familles les plus modestes peuvent compter sur le coup de pouce du département

Bruno Tranchant

Renforcer le lien social

L'Association des maires de France (AMF) et l'Observatoire de l'action sociale décentralisée (ODAS) ont lancé, le 2 juillet, les ateliers nationaux du « Vivre ensemble et de la fraternité ». « Parce que, dans une période de crise, une personne isolée est une personne encore plus fragilisée, il est urgent de s'attaquer à toutes les formes de précarité. Or les maires, par leur proximité avec les citoyens et les leviers d'actions dont ils disposent, sont les acteurs privilégiés du renforcement des liens sociaux », précise un communiqué. Ce constat « devrait renforcer l'enquête menée conjointement auprès des maires de France sur leurs priorités, leurs attentes et les freins qu'ils rencontrent en matière de développement du lien social ».

Initiés dans le cadre des 7^e rencontres nationales de l'ODAS qui ont réuni à Marseille un millier d'élus et de décideurs du secteur social, ces ateliers seront ensuite déclinés localement.

Pédale douce sur les impôts

La crise n'empêche pas les petites villes de faire preuve de modération fiscale. À partir de données recueillies auprès de 330 communes, 52 % d'entre elles déclarent ne pas avoir procédé à une hausse de la pression fiscale. 73 % des élus inter-

rogés estiment toutefois qu'une augmentation est inévitable dans les cinq prochaines années. Dans le viseur, le désengagement de l'État et la nécessité de financer des équipements structurants. À l'inverse, le poids de la dette et l'impact de la crise sont peu évoqués.



Contrairement à ce qui a pu être affirmé récemment, ce n'est donc pas une inflation des dépenses de fonctionnement qui est en cause : les élus ne recourent à la fiscalité que pour investir dans des équipements utiles, participant ainsi à la relance de l'économie.

Une Charte pour les services publics

Mardi 7 juillet 2009, un cinquième des parlementaires a signé la pétition lancée par le député socialiste Michel Vauzelle visant l'organisation d'un référendum d'initiative populaire sur l'inscription dans la Constitution d'une Charte des services publics. Cette victoire s'ajoute au succès que recueille la pétition signée par 270 000 citoyens.

Continuez à signer sur le lien www.referendum-servicespublics.fr

Antony : cité U en danger

La pénurie dramatique de logement social étudiant en Île-de-France n'empêche pas l'UMP de poursuivre son entreprise de démolition. Dernier témoignage en date, la disparition de 550 chambres dans la Résidence universitaire Jean Zay, à Antony (Hauts-de-Seine). Les étudiants sont sommés de quitter les lieux au prétexte que de grands travaux devraient être engagés. « Cette demande d'évacuation intervient dans un contexte de lourdes menaces concernant l'avenir de la plus importante résidence universitaire d'Europe », dénonce Pascal Buchet, maire de Fontenay-aux-Roses. « L'urgence est à la construction de logements sociaux étudiants », renchissent les élus socialistes des Hauts-de-Seine venus en nombre, le 26 juin, devant l'Hôtel de Ville d'Antony, pour soutenir plus de 400 manifestants, en présence de l'ensemble des forces de gauche.





L'Europe en débats

La Fondation Jean-Jaurès publie trois essais consacrés à l'Europe de la justice, au Parlement et aux effets de la crise sur notre modèle de développement commun. Le premier insiste sur la nécessité pour les États membres de renforcer leur coopération dans le cadre d'une politique communautaire de la justice, afin de protéger les droits des citoyens. Etienne Pataut et David Chekroun donnent ainsi forme à ce que pourrait être l'intégration des politiques relatives à l'espace de liberté, de sécurité et de justice.



Économie réelle, acte II

À l'initiative de Guillaume Bachelay, le secrétariat national à la politique industrielle, aux entreprises et aux nouvelles technologies publie, ce mois-ci, le deuxième numéro de sa lettre, *Économie réelle*. Des nouvelles délocalisations fiscales à la séance de travail consacrée, fin juin, aux PME et à l'innovation, les auteurs, membres du Groupe socialiste d'entreprise (GSE), pour la plupart, dressent un constat accablant de la situation sociale et économique du pays. Loin de la « positive attitude » de « reprisologues » qui nous promettent une sortie de crise imminente, Guillaume Bachelay milite pour la création d'un pôle public d'investissement industriel abondé massivement et mobilisable sous forme de fonds régionaux.

Contact : cherif.ba@parti-socialiste.fr

Bernard Poignant se livre, pour sa part, à une analyse fouillée du fonctionnement du Parlement qu'il compare à l'Assemblée nationale, dont il a également été membre. L'ex-patron de la délégation socialiste française livre les clés de lecture nécessaires à la compréhension des rapports de force qui s'y nouent et s'y dénouent.

Henri Nallet s'interroge enfin sur les racines politiques de la crise. De la gestion de ce moment charnière dépendent pour longtemps les orientations futures de nos sociétés. L'auteur appelle les eurodéputés à relancer les coopérations stratégiques et à s'entendre sur le monde qu'ils cherchent à construire.

David Chekroun et Étienne Pataut, *L'Europe de la justice*, FJJ, 2009, 70 pages, 4 €

Bernard Poignant, *Voyage au cœur du Parlement européen*, FJJ, 2009, 74 pages, 4 €

Henri Nallet, *D'un monde à l'autre. Que peut l'Europe face à la crise ?*, FJJ, 2009, 86 pages, 4 €.



Égalité, première !

La Commission nationale Droits des femmes publie le premier numéro de sa lettre mensuelle, *ÉgalitéE*. L'occasion pour Zita Gurmai, secrétaire nationale aux droits des femmes, et Gaëlle Lenfant, secrétaire nationale adjointe, de réaffirmer leur engagement et celui du groupe PSE en faveur de la cause féminine. Laquelle « n'est nullement réservée aux femmes, estiment-elles. C'est au contraire un combat qui concerne et qui engage tous les socialistes ». Au sommaire de la publication du mois de juillet, un décryptage du scrutin européen et une série d'articles courts balayant l'actualité.

Contact : femmes@parti-socialiste.fr

Bruno Tranchant

« Organiser la riposte contre la privatisation de La Poste »



Razzy Hammadi, secrétaire national en charge des services publics, réunissait le 2 juillet les membres de la Coordination nationale contre la privatisation de La Poste qui regroupe l'ensemble des composantes des partis de gauche. Objectif : la préparation d'une grande campagne d'opinion à la rentrée.

Vous avez réuni les membres de la Coordination nationale contre la privatisation de La Poste, en lien avec les syndicats et les partis de gauche. Quels étaient les objectifs de cette rencontre ?

Cette rencontre était un signe fort pour organiser la riposte, en perspective de la présentation, le 27 juillet, en Conseil des ministres, du projet de loi sur le changement de statut de La Poste qui aboutira à la privatisation de l'entreprise publique. Il s'agissait aussi de préparer la rentrée et une grande campagne d'opinion pour protéger, moderniser et démocratiser ce service de proximité. Mais aussi et surtout, la journée de votation citoyenne programmée courant octobre.

Quels enseignements tirez-vous de cet échange ?

Nous sommes convaincus que nous pouvons gagner ce combat et que le gouvernement redoute une mobilisation unitaire. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a repoussé le calendrier de privatisation. La journée de votation

citoyenne doit donc être un immense succès et mobiliser l'ensemble des socialistes, où qu'ils soient. À commencer par nos élus qui en seront les chevilles ouvrières.

Quelles suites entendez-vous donner au rendez-vous du 2 juillet ?

Nous allons travailler avec Claude Lebreton, président de la FNESR, pour mobiliser nos élus ainsi que les membres de la Coordination, tout en poursuivant notre travail d'opposition et de propositions à l'Assemblée.

Cette campagne sera accompagnée de témoignages de socialistes européens invités à parler des conséquences de la privatisation du service postal dans leur pays, à

l'heure où la droite mène la fronde à la Commission pour démanteler la directive sur le service universel. Elle cherche à profiter du changement de statut pour en finir avec le prix unique du timbre, l'égalité de traitement pour le service postal et l'obligation de service public sur l'ensemble du territoire.

Propos recueillis par Bruno Tranchant



Lors de la rencontre du 2 juillet



**Nicolas Galedipes,
La Poste, SUD PTT**

Point de vue

« Notre objectif est clair : préparer le référendum en comptant nos forces et en préparant le matériel dont les membres du comité auront besoin localement. Nous sommes toutefois dans la phase la plus délicate, le moment où il faut faire monter la mayonnaise pour préparer la riposte. Et appeler syndicalistes, associatifs et politiques à parler d'une même voix pour dire non au gouvernement et à la privatisation du service postal. »

Le dimanche : histoire d'un jour à part

Avec la Révolution de 1789 et la tentative par la Convention nationale d'instituer un calendrier républicain, l'édifice dominical s'effondre à la fin du XVIII^e siècle pour renaître de ses cendres et incarner, quelques décennies plus tard, les principes de famille et de repos dans une société désacralisée.

40

15 juillet 1789. Vingt-quatre heures seulement après la prise de la Bastille, « l'An I de la Liberté » est décrété. Toutefois, il faudra patienter quatre années encore pour voir émerger le calendrier républicain. Au terme de longs débats, la nomenclature des mois et des jours prend sa forme définitive le 4 Frimaire de l'an II (24 novembre 1793). Cet ultime décret abolit « l'ère vulgaire » au profit d'un État laïque visant à effacer des mémoires le calendrier grégorien que d'aucuns assimilent à l'Ancien Régime. Bientôt, les semaines de dix jours deviennent la norme et le dimanche est supprimé pour ne réapparaître qu'en 1805.

Laïcisation

Suite logique d'un processus qui a prévalu tout au long du XVIII^e siècle au

cours duquel les fissures de l'édifice dominical ont commencé à se faire jour sous l'influence des Lumières qui, au nom de la morale et de l'économie, ont pointé le caractère « oisif » de cette journée. Au jour du Seigneur se substitue peu à peu le « dimanche de fête », à mesure que la société se laïcise et s'industrialise. Jadis haut lieu de la sociabilité, l'Église est délaissée par les hommes qui lui préfèrent l'atmosphère du cabaret, des guinguettes et des bals, selon Robert Beck, auteur d'une *Histoire du dimanche : de 1700 à nos jours* (Les Éditions de l'Atelier, 1997). Avec la Révolution industrielle, employés, maçons et couturières qui triment sans relâche pour des salaires de misère se voient privés, pour beaucoup, de l'observance du repos dominical. Sur décision des entrepreneurs,



soucieux de mettre un terme à cette journée anti-productive. Ce qui vaut aux salariés des grandes enseignes de manifester, dans les années 1890, pour obtenir une demi-journée de repos hebdomadaire, suivis de près par la classe ouvrière. « Ce sont les révoltes de la rue et les mouvements hygiénistes qui ont mis le gouvernement sous pression », affirme Robert Beck. S'ensuit la loi du 13 juillet 1906 qui instaure une trêve dominicale obligatoire. Ce texte est dicté « par le souci constant de moralisation de la classe ouvrière et par l'extension des préoccupations d'hygiène sociale, ajoute l'historien. Les pratiques populaires non réglementées sont également visées



puisque c'est en partie en réaction à la coutume du "saint lundi" journée de repos prise spontanément par les ouvriers en dehors des limites fixées par le cadre social traditionnel que les initiatives se multiplient. »

Semaine anglaise

Cette loi repose sur deux mots-clés : famille et repos. « Le pouvoir politique cherche à encadrer le temps libre des salariés : un dimanche avec leur femme au foyer doit les tenir à l'écart des bistrots et relancer la natalité, renchérit Robert Beck. En 1912, des affiches de la CGT pour la "semaine anglaise", dont le samedi après-midi et le dimanche sont fériés, montrent une vie familiale

idyllique où des enfants cueillent des fleurs avec leurs parents. »

La vérité, c'est que les salariés qui évoluent dans des secteurs où le travail du dimanche est la règle sont épuisés et exemptés de service militaire. Et que moins d'un salarié sur trois, dérogations obligeant, peut profiter, en 1913, de cette journée chômée... De fait, le repos hebdomadaire n'entrera dans les mœurs qu'au lendemain de la Grande Guerre. Il faudra attendre ensuite la nuit du 7 au 9 juin 1936 et la signature des accords de Matignon, consécutifs à l'arrivée au pouvoir du Front populaire, pour acter l'instauration des 40 heures hebdomadaires et l'octroi de 15 jours de congés payés. Dès lors, le dimanche se fondra progressivement dans le « week-end », en dépit du caractère souvent théorique de la semaine des 40 heures.

Encore quelques années et la crise des années 70 pour que l'idée s'impose véritablement. Jusqu'à ce que le gouvernement Fillon envisage un jour sa remise en cause, au prix d'un discours néolibéral et passiste, teinté de populisme.

Bruno Tranchant

CHRONOLOGIE

1792 : le « calendrier révolutionnaire français » supprime la semaine de sept jours, qu'il remplace par les décades, périodes de dix jours.

1802 : les fonctionnaires bénéficient désormais du dimanche chômé.

1814 : une loi pour la « sanctification du dimanche », promulguée par Louis XVIII, instaure l'interdiction d'ouvrir les commerces entre 8 heures et midi. Mais le texte tombe peu à peu en désuétude, avant d'être aboli en 1880.

1906 : la loi du 13 juillet décrète le dimanche jour de repos obligatoire. Tous les salariés de l'industrie et du commerce peuvent prétendre à une récupération de vingt-quatre heures ce jour-là.

1936 : signature des accords de Matignon gravant dans le marbre la semaine des 40 heures et l'octroi de quinze jours de congés payés.

1996 : la Cour de justice européenne supprime la référence au dimanche de la directive prévoyant une période minimale de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures.

11 février 2009 : des députés européens proposent l'adoption d'une déclaration écrite « sur la protection du dimanche férié comme pilier essentiel du modèle social européen et composante de l'héritage culturel de l'Europe ».

Sylviane
Agacinski
Corps
en miettes

Café Voltaire

Flammarion

Maternité(s)

42

Le troisième enfant de l'extra-vagant Michael Jackson est né d'une mère porteuse. Voilà une histoire qui aurait pu nourrir la réflexion de Sylviane Agacinski qui redoute les nouvelles « barbaries soft » à travers l'exploitation du corps d'autrui : « L'enfantement, que l'on voudrait de plus en plus désincarné, coupé de tout désir charnel, devient ici une production industrielle. »

La philosophe féministe dénonce le « grand marché mondial du corps humain » qui se crée sous nos yeux et démonte un discours pseudo-médical mystificateur qui, derrière les termes de « gestation pour autrui », ouvre la fragmentation de la personne. « L'enfant n'est plus qu'un produit fabriqué à partir de miettes : spermes, ovocytes, utérus. » Le marché conquiert ce qui jusqu'ici lui avait résisté, la vie elle-même. La nouvelle indus-

trie procréative se cache derrière les euphémismes d'une « rhétorique sentimentale ». Les tragédies intimes des couples infertiles justifient un baby business lucratif où les femmes pauvres de l'Est ou du Sud servent déjà de ventres pour les leurs clients américains. Lorsque les utérus de substitution sont « gratuits » parce qu'issus de la même famille que la mère stérile, la question de l'inceste réapparaît. La France interdit les « mères porteuses », mais la prochaine révision des lois bioéthiques relance le débat. Déjà la droite sénatoriale se prononce pour un assouplissement de la règle. Le livre de Sylviane Agacinski cerne opportunément le sujet dans toutes ses dimensions scientifiques, philosophiques et politiques. L'auteure plaide avec efficacité pour que la maternité ne soit pas retirée à la vie personnelle et privée pour être transformée en tâche ou en service : « Non la France n'est pas en retard, elle est en avance sur la protection, par la loi, de la dignité des personnes et de leur corps. » Le débat est ouvert.

O.F.

Sylviane Agacinski, *Corps en miettes*, Flammarion, 137 pages, 12 €

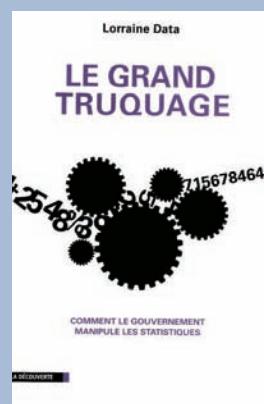
Les chiffres mentent

Les organismes de statistiques publiques subissent des pressions pour présenter

sous un jour favorable la politique gouvernementale. Des fonctionnaires issus de ces organismes, réunis sous le pseudo de Lorraine Data, présentent les diverses manipulations sur les chiffres de la délinquance, du chômage ou de l'inflation... Particulièrement éclairante, la description des biais utilisés par Martin Hirsch pour gonfler les avantages du RSA.

O.V.

Lorraine Data, *Le grand trucage. Comment le gouvernement manipule les statistiques*, La découverte, Paris, 2009, 13 €



La CIA et les prési- dents français

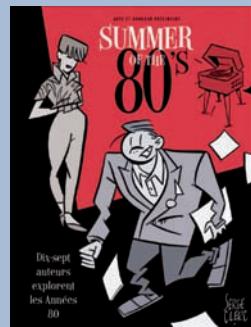
Le journaliste Vincent Nouzille aborde ici un sujet très original : les relations entre la CIA et les principales personnalités politiques fran-

BD

Les cultissimes années 1980 !

Les années 1980 ou l'histoire d'une époque où foisonnait un peu tout et n'importe quoi. Des épaulettes démesurées, des coupes de cheveux audacieuses et du synthé en veux-tu en voilà... Sur le plan politique, les « eighties » furent scandées par de nouvelles libertés, l'abolition de la peine de mort, la chute du mur de Berlin et aussi par l'élaboration d'une pensée aujourd'hui décriée : le libéralisme de Milton Friedman. Cette époque méritait bien un hommage de la BD qui entrat, il y a près de 30 ans, dans sa phase « adolescente ». Savoureux.

F.C.



Summer of the 80's, Dix-sept auteurs explorent les années 1980, Arte éditions et Dargaud, 80 pages, 14,50 €

Cet été, Arte diffusera, du 7 juillet au 25 août, un programme spécial « Summer of the 80's », tous les mardis et jeudis à 20h45.

43

O.V.

Vincent Nouzille, *Des secrets si bien gardés*, Fayard, Paris, 2009, 22,90 €

Vincent Nouzille

DES SECRETS SI BIEN GARDÉS

Les dossiers
de la Maison-Blanche et de la CIA
sur la France et ses présidents
1958-1981

fayard

FILM

Abu le taxi



Abu Leila est un juge lettré qui, après avoir exercé sa profession dans plusieurs pays arabes, a décidé de rentrer en Palestine pour être utile à son pays. Bien qu'il soit probe et homme de qualité, il attend toujours l'aval du gouvernement palestinien pour retrouver sa place de juge. En attendant, il conduit le taxi de son beau-frère pour subvenir aux besoins de sa famille.

Sur une journée, cet homme, qui cherche à appliquer le droit au quotidien, se confronte au fil de ses rencontres et passagers à l'irrationalité et à la confusion de la vie palestinienne. Si la condition politique et le poids de l'occupation israélienne ne sont jamais réellement montrés, ce film réussi nous donne à voir de façon personnelle et touchante la réalité absurde et dure du quotidien palestinien.

L'anniversaire de Leila, un film de Rashid Masharawi, avec Mohammed Bakri, 1h11. Date de sortie : 22 juillet 2009



Séminaire des élus La Rochelle 2009

Les territoires face à la crise : protéger, innover, comprendre



Mercredi 26 Août

Table ronde

Diagnostic d'une société en crise :
approche économique, sociale
et territoriale



Jeudi 27 Août

Ateliers thématiques :

- 1 - Solidarités sociales : la mise en oeuvre du RSA et les politiques d'insertion
- 2 - Hôpital, santé publique, démographie et territoires
- 3 - Croissance verte : comment concilier les aspects environnementaux et sociaux dans le développement et la mutation des villes et des territoires ?
- 4 - Le développement économique des territoires dans le contexte de crise
- 5 - Intercommunalités et métropoles : projets, périmètres et compétences, analyses de cas
- 6 - Education, formation, emploi des jeunes : les enjeux du projet de loi sur la formation professionnelle
- 7 - Politique de l'habitat : logement, aménagement et foncier
- 8 - Finances locales, fiscalité et péréquation : enjeux au regard du développement équitable

Ateliers techniques :

- Prise de parole en public
- Relation avec la presse
- Gestion du stress et des émotions
- Internet et nouveaux réseaux sociaux : blogs, buzz, facebook
- Budget d'une commune, clés de lecture politique
- Gestion de son image



Vendredi 28 Août

Table ronde

Territoires, benchmarking et études prospectives : organisation et programmation

Table ronde
A six mois des élections régionales,
quel projet pour les territoires ?

Inscriptions

Condorcet Formation
8 bis rue de Solférino — 75007 PARIS

Téléphone : 01 42 85 54 30 - Fax : 01 42 85 54 31
Courriel : h.beaumanoir@mde-condorcet-formation.fr
Programme détaillé et bulletin d'inscription vous seront envoyés
<http://www.condorcet-formation.fr>